LE PEUPLE BRETON



LA DIMENSION BRETONNE DE LA RÉVOLTE DES JEUNES

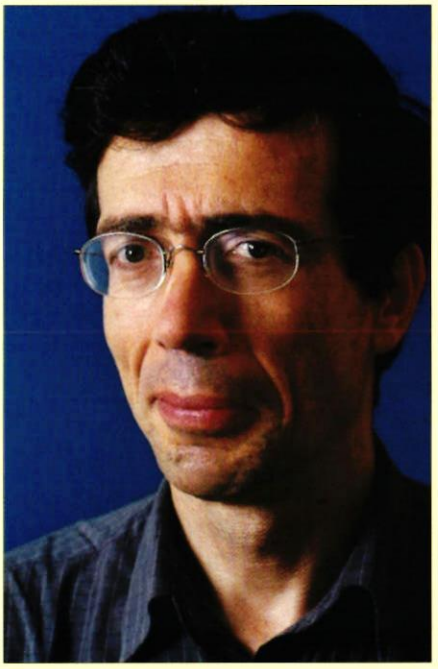
POBL VREIZH/LE PEUPLE BRETON
N° 508 / 3,50€
AUJOURD'HUI, ÊTRE LIBRE, C'EST ÊTRE INFORMÉ
MAE/MAI 2006

B 92009 - 508 - F: 3,50 €
3 789200 903508 05080

L'invité du « Peuple breton »

Une autre gouvernance d'entreprise est possible !

Offre publique d'achat (OPA) de Mittal Steel sur le sidérurgiste Arcelor, de l'allemand E.ON sur l'énergéticien espagnol Endesa, fusion de Gaz de France et de Suez, d'Alcatel et de Lucent... Les grandes manœuvres sont reparties à vive allure dans le capitalisme européen, relançant le débat sur les politiques à mettre en œuvre pour faire valoir les intérêts des salariés et des territoires concernés face à ceux des actionnaires. Le gouvernement prétend pratiquer le « patriotisme économique », mais, handicapé par l'aile libérale de la droite et entravé par les règles européennes, les actions qu'il entreprend sont en général au mieux inefficaces. Elles n'ont de toute façon pour l'essentiel comme objectif réel que de préserver les intérêts des dirigeants des entreprises concernées. Pour espérer infléchir réellement le cours de telles opérations, il faudrait s'attaquer à la racine du problème : limiter le pouvoir des actionnaires au sein des entreprises. Les marges de manœuvres sont plus importantes qu'on ne le croit généralement pour développer, y compris au départ dans un cadre franco-français, une gouvernance d'entreprise alternative au modèle américain.



D.R.

La notion de « responsabilité sociale des entreprises » (RSE) fait désormais l'objet d'un consensus large en France comme en Europe. Même le Medef lui paie régulièrement tribut. Que signifie-t-elle ? Que les actionnaires ne sont pas les seuls propriétaires légitimes d'une entreprise : leurs dirigeants doivent rendre des comptes sur leur gestion et demander leur avis, non seulement à ces actionnaires, mais aussi à leurs salariés, aux représentants des États et des collectivités, là où leurs établissements sont implantés, aux associations qui veillent sur la qualité de l'environnement... Bref, à toutes les « parties prenantes » concernées par la vie d'une entreprise parce que son activité leur fait courir un risque : perte d'emploi, perte de substance économique, dégradation de l'environnement... Ce principe, désormais largement admis, a commencé à être traduit en droit français par la loi dite des « Nouvelles régulations économiques » qui oblige depuis 2001 les grandes entreprises à diffuser un certain nombre d'informations sociales et environnementales dans leur rapport annuel. Mais le droit reste encore très en retard sur les mentalités. On le mesure en particulier au moment des OPA : les actionnaires retrouvent alors un pouvoir exclusif de vie et de mort sur « leur » entreprise. Son avenir ne dépend que de leur bon vouloir. Alors que la plupart d'entre eux se sont contentés d'acheter lesdites actions la veille et envisagent, sans état d'âme particulier, de les revendre le lendemain, si cela leur permet de faire une bonne affaire. Il est plus que temps de mettre un terme à cette mascarade qui n'a rien à voir avec la démocratie, fût-elle d'ailleurs « actionnariale » : même entre actionnaires, il n'y a aucune raison de raisonner sur le principe une action-une voix, en accordant autant de poids aux actionnaires d'un jour qu'à ceux qui s'engagent sur le long terme.

Il faut malheureusement regretter que les Européens, et plus particulièrement les dirigeants socialistes français et leurs collègues de gauche majoritaires dans l'Union à l'époque, n'aient pas saisi l'opportunité de l'explosion de la bulle spéculative de la *high-tech* et des scandales Enron, Worldcom... qui l'ont suivie au début des années 2000. Il y avait, en effet, une « fenêtre de tir » pour mettre sur orbite une gouvernance européenne des entreprises, qui se démarque nettement de la *corporate governance* à l'américaine, source de ces désastres. A défaut de projet global de gouvernance d'entreprise à l'échelle européenne, difficilement envisageable aujourd'hui avec une majorité politique très libérale dans l'Union, on pourrait cependant prendre une mesure importante dans un cadre franco-français : adopter le mode de gouvernance des entreprises allemandes. En Allemagne, les conseils de surveillance des grandes entreprises sont constitués pour moitié de représentants des actionnaires et pour l'autre moitié de représentants des salariés. Ce qui oblige tout candidat à une OPA à négocier avec les représentants des salariés. L'Allemagne est d'ailleurs loin d'être isolée en Europe sur ce terrain, puisque 10 des 25, dont 4 nouveaux membres, imposent également déjà la présence de représentants des salariés dans les conseils d'administration des entreprises importantes. Depuis le temps qu'on nous rabâche que l'axe franco-allemand est le moteur de la construction européenne, commençons donc enfin, sur la base d'une gouvernance d'entreprise franco-allemande commune, à construire un modèle européen alternatif au modèle américain !

Guillaume Duval,
rédacteur en chef d'*Alternatives économiques*,
auteur de *Le libéralisme n'a pas d'avenir*
(Éditions La découverte)

Souscription permanente

Plus de 500 € ce mois-ci, dus à votre générosité. Pour que vous ayez une idée de ce que votre aide nous permet de vous offrir, sachez que la somme de ce mois paye nos frais de photos d'agence. Il est vrai qu'elles ne sont pas nombreuses dans le *PB*, ces photos payantes, car – comme pour le reste – les photos du *PB* sont essentiellement d'origine militante, même certaines de nos plus belles Unes... Merci de continuer à nous aider.

Jean Appriou, Rouen, 15 € ; Sylvain Berhault, Hennebont, 5 € ; Jean-Luc Boulc'h, Pencran, 5 € ; Roger Capitaine, Brest, 5 € ; Pierrick Chaussonnaud, La Couronne, 5 € ; Loeiz Cleac'h, Plonéour-Lanvern, 15 € ; Marie-Thérèse Communier, Pont de Buis lès Quimerch, 5 € ; Jean-Yves Cozic, Tremeheuc, 10 € ; Bruno Germain, Orvault, 5 € ; Jean-François Gillet, Sotteville-lès-Rouen, 10 € ; Jean-Maurice Hillereau, Château -Thébaud, 5 € ; Joseph Laferrière, Camors, 15 € ; Gérald Lambert, Maël-Carhaix, 15 € ; André Lavanant, Lannilis, 65 € ; Christophe Le Bihon, Trébrivan, 10 € ; Julien Le Bot, Saint-Carreuc, 2,50 € ; Daniel Le Bras, Quimper, 35 € ; Pierre-Yves Le Floc'h, Treillières, 10 € ; Patrick L'Héréec, Plounérin, 20 € ; Albert Louazon, Vanves, 15 € ; Jean-Michel Magot, La Celle Saint-Cloud, 5 € ; Jean-Claude Marchand, Saint-Pierre-Quiberon, 10 € ; Hervé Martin, Trébeurden, 65 € ; Paul Mingant, Plouédern, 15 € ; Alain Monnier, Combourg, 10 € ; Roger Moride, Montréal Canada, 15 € ; Christian Pele, Landeda, 5 € ; Nelly Riou, Pontchâteau, 20 € ; Jakez Salaun, Locunolé, 5 € ; Philippe Scarnière, La Baule-Escoublac, 65 € ; Jean-Jacques Tréguier, Gap, 15 € .

Total mois : 502,50 €.

Total année 2006 : 1 530,50 €.

Sommaire

NOUS LE DISIONS le mois dernier : Le Peuple breton a toujours eu la double ambition d'informer et de fournir des éléments de synthèse.

Pour la première de nos tâches – vous fournir de l'information que vous ne trouverez guère ailleurs – les articles de Pierre Morvan sur Aï'Ta, d'Yves Jardin sur le Pays Basque, ou de Philippe Liria sur la Catalogne font partie, parmi d'autres, de ces articles exclusifs qui ont fait la réputation du PB.

Si la parution régulière de numéros à thèmes nous permet de viser la seconde de ces tâches, elle ne nous dispense pas de nous essayer à fournir des articles d'analyse, comme nous le faisons ce mois-ci, par exemple, à propos de la lutte anti-CPE en Bretagne ou de la revendication croissante de la dévolution pour la Région en matière linguistique.

De plus, Michel Treguer, Yann Fiévet, Pol ar Meur sont là aussi pour un remue-méninges bien utile à notre époque de simplifications hâtives et intéressées.

Enfin, le contenu culturel de ce numéro est-il à vous signaler, nos rubriques étant, dans ce domaine, devenues des références signalées ?

Bonnes lectures donc, en attendant la surprise du prochain numéro de votre magazine préféré, car il y aura une surprise. Soyez au rendez-vous.



Ronan Leprohon

4. Courrier des lecteurs

6. Iffig

8. Nono

15. Idées :

Michel Treguer



16. Leurre de vérité

17. Dispac'h ar re maez ar jeu



18. Tro menez Are

19. Ar Romed

20. Levrioù brezhonek

25. La Bretagne sur Internet

32. Mots croisés

33. PB Services

33. La page du PB. Le jeu du mois

Éditorial

5.



Pierre Morvan

EPR La mauvaise direction

7. La Bretagne de Brest à Nantes

9. Réclamons la dévolution

10-11. La dimension bretonne de la révolte des jeunes



12-13. Bilinguisme

14. Loire-Atlantique bretonne

21. Un nouveau média breton

International

22-23. Pays Basque : Enfin la paix ?



24. L'ERC et le futur Statut du pays

Un jour avec...

26-27

Filip Motais



Livres

28. Le livre du mois
Les seigneurs de la paix

29. Autres ouvrages

CD-DVD

30. Musiques de Celtie

31. Selaouit

32. DVD : Dan ar Braz

Le crédit photo de couverture :
Photo Pierre Morvan

Notre magazine sortira désormais le 1er jour ouvrable du mois.

Peuple breton – Rédaction : BP 1 – 29850 GOUESNOU

Votre courrier

Dans notre numéro de février, nous n'avions pas publié de lettres de nos lecteurs à propos de la revue *Bretagne(s)*, subventionnée* par le Conseil régional, laissant à celle-ci le soin d'ouvrir dans ses colonnes le débat annoncé. Malheureusement le numéro 2 de cette publication (dont nous parlerons le mois prochain) vient de paraître et ne comporte nulle trace de cette volonté de débattre… Devant tant de hauteur, donnons la parole à quelques-uns de nos lecteurs, très représentatifs de la quinzaine de courriers reçus.

La rédaction du *Peuple breton*

Mensonge ou ignorance ?

« Monsieur Gérard Hamon a publié un article dans *Bretagne(s)*, la nouvelle revue du Conseil régional de Bretagne (…) Il finit son article en écrivant que les socialistes au pouvoir en Bretagne « ne se sentent guère plus d'obligations envers l'école publique, s'efforçant de donner accès à tous à une éducation non partisane, qu'envers les écoles confessionnelles et même d'autres, fondées sur l'acquisition sectaire d'une langue. »

Sauf erreur, c'est la seule allusion à l'existence de la langue bretonne dans la revue. M. Gérard Hamon considère qu'il existe une « acquisition sectaire d'une langue » pratiquée dans certaines écoles, visant bien sûr les écoles *Diwan*, qui ne sont pas fondées uniquement sur l'acquisition d'« une » langue, mensonge ou ignorance, mais sur l'acquisition d'un savoir, dans deux langues au moins. Les lecteurs de M. Hamon ignorent peut-être, ce que M. Hamon, lui, sait très bien, que des écoles semblables existent dans toute l'Europe, et plus près de chez nous, en Galice, Pays Basque, Catalogne, pays de Galles, Irlande, Écosse, sans oublier le Québec. Ni sans oublier la Louisiane, où l'enseignement du français est même financé par l'État français. Et elles ne sont pas plus sectaires là-bas, où elles ne souffrent évidemment pas du même climat d'hostilité, qu'ici. »

Mark Kerrain
enseignant de breton à l'université de Haute-Bretagne,
Rennes (35)

Une ligne politique ?

« Ce numéro 1 [de *Bretagne(s)*] pose beaucoup de questions : l'impression en Mayenne, le recrutement de journalistes parisiens qui, forcément, ignorent le terrain, le fort risque de voir substituer un *Bretagne(s)* réservé sur les revendications bretonnes à *ArMen* qui était, à sa façon, engagé. Je ne parle pas de la ligne politique (il y en a une) qui ignore celle de la Région, du coût*, lorsque l'on supprime des filières publiques bilingues parce qu'elles coûtent 20 % de la somme d'amorçage de la revue… »

Jean Roudaut,
Guingamp (22)

** Depuis la réception de ces lettres, (Bretagne(s) vient de se voir attribuer un nouveau versement d'argent public, cette fois d'un montant de 160 000 €.*

Concurrence ?

« La revue du Conseil régional use avec efficience, au vu de la jolie maquette et des illustrations superbes que nous offre le premier numéro, du généreux capital financier* constituant sa dot de naissance. Parmi les qualités de la nouvelle publication, soulignons la simplicité des propos qui rend accessible cet ouvrage didactique qui fera œuvre utile auprès des lycéens bretons de la filière économique et sociale. Le revers de la médaille est que le premier numéro manque quelquefois de fond et donne l'impression que la revue se polarisera autour des sciences sociales au sens large et des « points de vue » politiques. L'économie et les sciences dures, en dépit de la composition d'un comité de direction prestigieux, dont on aimerait savoir s'il a un rôle d'orientation scientifique ou de figuration, sont pour l'instant ignorées. (…) Heureusement, des incursions dans l'univers de notre culture actuelle apportent cette part de bonheur, de chaleur et de séduction qui rend une revue attrayante. Entrez donc avec Jean-Yves Veillard dans le grand théâtre de Lorient pour y sentir combien *« l'architecture est un dialogue entre l'homme et l'environnement »*.

[Cependant] malgré des articles intéressants, cette revue fait pâle figure, à tous points de vue, devant l'excellent dernier numéro d'*ArMen*. (…) Mais il est certain que cette revue bon marché fera économiquement tort à *ArMen*, surtout quand il faudra pour s'améliorer (ce qu'on lui souhaite) qu'elle s'en inspire (principe de concurrence) et qu'elle étoffe, pour gagner en attractivité, sa rubrique culturelle. »

Yann Le Meur,
Rennes (35)

D'où parlez-vous ?

« L'impression d'ensemble est (…) celle d'une revue très élégante mais passablement ennuyeuse et « fermée », pour qui s'intéresse à autre chose qu'à la politique et aux sciences sociales. Elle paraît davantage faite pour colmater « une communauté » d'élus et de *happy few* universitaires, que pour poser des questions qui fâchent. On retrouve en filigrane, presque à chaque article, l'hypothèse que la Bretagne ne serait que « représentation », c'est-à-dire invention plus ou moins consciente, et le rejet de toute « identité » dans les brumes obscures de la réaction. Lorsqu'on a le sentiment d'être tout à la fois démocrate et « différent », ouvert aux autres civilisations, et la conviction que c'est au contraire le faux universalisme jacobin qui est une perversion de l'égalité, il est difficile de se retrouver dans vos pages.

Je note, sans m'attarder, [un] détail qui [n'est] pas sans signification : (…) votre « Bretons, qui êtes-vous ? » de couverture, quand on aurait pu attendre, dans une revue éditée par le Conseil régional, un *« Bretons, qui sommes-nous ? »* assurément mieux adapté : d'où parlez-vous donc ? »

Michel Treguer,
Plouguerneau (29)

L'urgence d'une autre République

Après l'abandon du CPE, on pourrait s'arrêter là et souhaiter que chacun retourne à son travail, avec la satisfaction d'une bataille gagnée. On pourrait aussi se contenter d'attendre le retour de la gauche, en espérant des jours meilleurs. Ce serait trop simple et trop facile. En réalité, nous sommes face à trois crises : sociale, politique et institutionnelle.

La crise sociale se manifeste par plusieurs convulsions et ses effets sont largement connus : banlieues à l'abandon, pauvreté, précarité, chômage… Et ils frappent notamment les plus exposés : jeunes, mais aussi femmes condamnées au temps partiel, salariés peu qualifiés ou âgés. On ne résoudra ces problèmes que par une vraie garantie sociale, alliant sécurité des revenus et partage des richesses et du travail.

Cette crise sociale alimente la crise politique causée par un libéralisme effréné et prédateur. Les *big brothers* hantent les couloirs de l'OMC et de l'Union européenne. Pourtant, face à eux, inutile de s'agripper à l'État-Nation centralisé, le modèle est épuisé. Il ne répond plus aux impératifs économiques et sociaux, surtout il n'est plus adapté aux aspirations démocratiques. En témoigne le fossé grandissant qui sépare les élites dirigeantes des citoyens.

Si l'État est en crise, ses institutions en sont également responsables : la 5e République fout le camp ! Quand une Constitution est à ce point inopérante, elle devient malfaisante. Les prochains rendez-vous électoraux ne seront pas qu'une affaire de casting. Si la gauche veut être crédible, elle doit d'emblée se positionner sur un projet de 6e République. Celle-ci devra être sociale et fédérale, (régionalisée). À défaut, les événements s'en chargeront et on pourra craindre le pire.

Naig Le Gars



D.R.

EPR : la mauvaise direction

Si l'UDB a manifesté à Cherbourg le samedi 15 avril, ce n'est pas, comme d'aucuns pourraient le penser et l'écrire, au nom d'un quelconque suivisme. La réflexion sur le nucléaire s'est engagée dans nos rangs, voilà déjà bien longtemps, avant même les événements de Plogoff, gravés dans la mémoire collective bretonne. À l'époque, nos alliés d'aujourd'hui, les Verts, n'existaient pas encore, du moins sous la forme d'une organisation politique.

Si l'UDB a rejoint le réseau « Sortir du nucléaire », ce n'est pas davantage en proie à de quelconques craintes obscurantistes et irrationnelles. Certes, l'on sait bien ici que, si un accident majeur survenait à Flamanville, la Bretagne et les Bretons, à quelques encablures du Cotentin, subiraient de plein fouet les effets radioactifs d'une telle catastrophe. Mais l'on sait aussi que le nuage de Tchernobyl, loin d'avoir été stoppé net par la ligne Maginot, a essaimé à plus de 2 000 kilomètres à la ronde. Alors… un peu plus près, un peu plus loin, la différence n'est pas considérable.

L'UDB a rejoint le camp antinucléaire voilà près de trente ans, au terme d'une longue et fertile réflexion. Les raisons de cet engagement sont multiples :

– l'indépendance énergétique, brandie par le lobby nucléaire, est un mythe, on le sait. L'uranium nécessaire au fonctionnement des centrales, et dont les réserves mondiales sont, elles aussi, limitées, doit obligatoirement être importé ;

– le risque d'accident grave est bien réel et la probabilité statistique pour qu'il se produise n'a rien d'imaginaire, même si, comme on nous l'assène en permanence, le nucléaire français est « le plus sûr au monde », à l'image, sans doute, de cette ligne Maginot évoquée plus haut ;

– mais surtout, nul ne sait vraiment quoi faire des déchets, dont la durée de vie se calcule en millions d'années. La question de leur stockage – en surface ou enfouis à 500 mètres sous terre ? – n'est toujours pas résolue et demeure comme une épée de Damoclès, comme un legs insupportable pour les générations futures.

L'UDB a des arguments supplémentaires pour s'opposer au nucléaire, devenu en quelque sorte le symbole d'une société française centralisée à l'extrême. À l'inverse des énergies renouvelables, respectueuses et de l'environnement et d'une véritable démocratie participative et décentralisée.

Aujourd'hui, le pays se trouve à la croisée des chemins et, avec l'EPR, s'apprête à prendre la mauvaise direction, celle d'un avenir entièrement dévolu au nucléaire. D'ici une vingtaine d'années, les centrales actuelles arriveront en bout de course. Il s'agit de savoir dès maintenant par quoi les remplacer. Et plutôt que de s'orienter vers une sortie progressive du nucléaire, comme nos voisins allemands, on choisit de s'enferrer durablement dans l'erreur. Les trois milliards d'euro nécessaires à la construction du futur réacteur EPR pourraient être bien mieux utilisés dans la promotion des économies d'énergie et la mise en place de solutions alternatives : éolien, solaire ou, en Bretagne, énergie de la houle.

C'est ce qu'ont voulu affirmer les quelque 25 000 manifestants présents à Cherbourg, parmi lesquels de nombreux Bretons, depuis longtemps sensibilisés à la question du nucléaire et forts de leurs victoires successives contre EDF et les nucléocrates. Plogoff, Saint-Jean-du-Doigt, Erdeven, Plouézec, Le Carnet… Avec eux, l'UDB continuera à dire non au nucléaire, en Bretagne et ailleurs, de Flamanville à Bure.

Pierre Morvan
membre du bureau politique de l'UDB

Iffig



– voyage beaucoup. Récemment, il assistait à Lannion à une réunion écolo sur les OGM. Toujours curieux (et parce qu'il ne veut pas plus d'OGM dans son assiette que dans les champs) il posa cette question : « Pourquoi donc avoir autorisé les importations d'OGM en 1998 ? » Sa question provoqua un silence dans la salle. Il ne peut croire que c'est parce que Voynet était ministre quand on a autorisé ces importations… De même qu'il pense que si la même était absente au Sénat le 23 mars dernier, lors de l'examen de la loi de mise en culture des transgéniques, c'est parce qu'elle était très occupée ailleurs.

❍

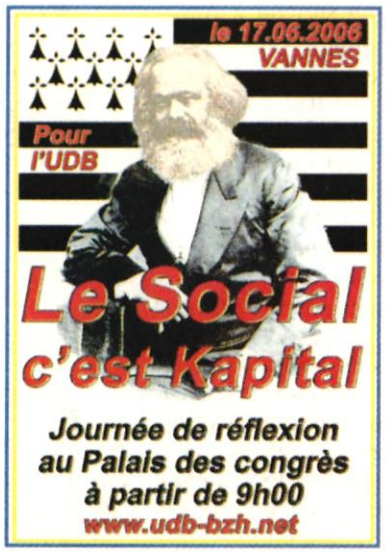
– a des fréquentations inavouables : récemment il était sur le site de la Pédélie, si chère au camarade Auxiette. Quelle ne fut pas sa surprise de voir, que comme sur le logo desdits Pays-de-la-Loire, cette pseudo-région n'est identifiée sur la carte que par sa proximité avec la Bretagne administrative ! En clair, la Pédélie, c'est le truc qui est près de la Bretagne !

– a remarqué que le pédélien Dubreuil, recteur d'académie de Nantes, a déclaré à *Presse-Océan*, lors de la lutte anti CPE, que « Nantes [était] la ville la plus dure, (sous-entendu de son académie) peut-être à cause de la proximité du grand frère breton, Rennes, qui est également mobilisé ». Encore un coup de la proximité !

– a bien rigolé en découvrant la mine réjouie du proconsul Auxiette baptisant au muscadet, le 15 avril dernier, une nouvelle variété d'hortensia du nom de sa chère Pédélie. Son prédécesseur le baron Guichard avait eu, aux temps de sa splendeur, le petit bonheur, lui, de baptiser une rose. Iffig pense qu'Auxiette veut faire plus fort en incorporant cet hortensia dans le nouveau logo de sa région : ça la rendra plus identifiable…

« Le social, c'est capital ! »

Une journée de réflexion et d'échanges, ouverte à tous, organisée par l'Union démocratique bretonne



La démarche

« Penser global et agir local » ou « penser local et agir global » ? L'Union démocratique bretonne n'oppose pas les deux sens de lecture. Le progrès social sera donc abordé dans un cadre plus large, celui d'un projet de société. Peut-il en être autrement ?

3 tables rondes

Avec, à chaque fois des apports théoriques, des témoignages et un temps de discussion. **L'animation des débats sera assurée par Guillaume Duval, rédacteur en chef de la revue *Alternatives économiques*.**

La première table ronde : Territoires, développement durable et solidaire

Elle est consacrée à la relation entre démocratie, territoire et développement durable. Elle explorera les conditions à réunir pour la mise en œuvre d'un développement au service des populations et respectueux des territoires.

Intervenants : René Louail, paysan, membre du bureau de la Coordination paysanne européenne (Développement durable et souveraineté alimentaire) ; Yann Le Meur, président de Ressources consultants finances (Inégalités régionales et crise de l'organisation territoriale en France) ; Jose Mari Muñoa, conseiller du président du gouvernement basque pour les affaires internationales (Économie et territoire, les *Clusters* au Pays Basque, la coopérative Mondragon).

La seconde table ronde : Travail, déréglementations sociales et précarités

Elle vise à appréhender l'évolution de l'emploi dans nos sociétés modernes et à en mesurer les répercussions sociales. Au-delà de la prise de conscience, il s'agit d'affirmer que la justice sociale doit être au cœur de tout projet de société.

Intervenants : Guillaume Duval, auteur de *Le libéralisme n'a pas d'avenir* (Évolution du marché du travail, les jeunes et le chômage, les nouvelles formes de travail et de précarité) ; deux représentants syndicaux (CGT, CFTC) et un représentant d'un syndicat étudiant (Les implications au niveau des entreprises, des salariés, des jeunes).

La troisième table ronde : économie et démocratie, les conditions du progrès social

Elle a pour objet de dégager, à partir d'un état des lieux des systèmes économiques et financiers, des pistes pour élaborer et imposer les nécessaires règles financières et économiques. Elle pose la question de la réappropriation par la puissance publique d'une capacité d'action dans la sphère économique. Enfin, la relation entre démocratie et économie et la place du citoyen sont questionnées.

Intervenants : Antoine Rebérioux, co-auteur de *Dérives du capitalisme financier* ; deux représentants syndicaux (CFDT, Sud-Solidaire) et un chef d'entreprise (Liam Fauchard, dirigeant du groupe Futurouest)

Pour s'inscrire : participation gratuite

Par courrier à : UDB – 9 rue Pinot-Duclos, 22000 Saint-Brieuc. Renseignements : Tél. 02 23 21 36 40.

Email : r.pedron@udb-ga-crb.org. Il sera possible de déjeuner, uniquement sur réservation : chèque de 15 € à l'ordre de l'UDB.

LA BRETAGNE DE BREST À NANTES

LOIRE-ATLANTIQUE

Majorité syndicale ?

Les Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, écrivent une nouvelle page de l'histoire des conflits sociaux. La CFDT et la CGT (85 % des voix aux élections professionnelles) ont dénoncé le 19 avril – comme elles en ont légalement le droit – un accord signé le 11 par trois syndicats minoritaires (FO, CFTC, CGC). L'accord remet en cause, selon elles, l'idée même de politique contractuelle, et elles demandent la réouverture des négociations. La direction s'en tenait, à l'heure où nous paraissons, au respect des engagements initiaux « pris devant les salariés » ! « Devant 15 % d'entre eux » serait plus conforme à la réalité…



D.R.

ILLE-ET-VILAINE

Aménagement du territoire redonnais

C'est à l'occasion du renouvellement du conseil de développement du pays de Redon et Vilaine que Jean-François Lugué (UDB) a été élu au poste de président de la commission d'aménagement du territoire. Il s'occupera plus particulièrement de coordonner une réflexion autour de la question des déchets sur le pays. À ce titre, il tentera d'obtenir la participation du plus grand nombre sur ce problème de la gestion des déchets. Tout en maintenant le cap affiché par la nouvelle charte de territoire du pays de Redon : aménagement durable et solidaire.



Photo Peuple breton.

CÔTES-D'ARMOR

L'UDB sur tous Les fronts…

Courant mars, l'UDB du Trégor-Goëlo est allée à la rencontre de ses adhérents et sympathisants, en les conviant au verre de l'amitié : le 12 à Guingamp, le 19 à Lannion et enfin le 26 à Paimpol (notre photo), où, une fois de plus, les amis du parti breton ont répondu en nombre – près de 80 personnes – à son invitation… L'occasion pour les responsables fédéraux de l'UDB de rappeler les rendez-vous importants et les luttes à mener ce printemps : les manifs contre les OGM ou le nucléaire, la lutte contre le CPE, les assises pour la culture bretonne, le forum social de l'UDB en juin, le soutien aux sans-papiers ou le rassemblement du samedi 3 juin pour la dévolution culturelle à Rennes. Message bien reçu : cinq nouveaux adhérents décidaient de rejoindre l'UDB Paimpol-Goëlo…



Photo Pierre Morvan.

FINISTERE

Par-delà les limites départementales

Présente à Carhaix depuis 2002, l'agence finistérienne de la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) est, depuis février 2006, ouverte aux assurés sociaux des communes limitrophes du Morbihan et des Côtes-d'Armor. Cet accueil de proximité, dont on ne peut que se louer, s'inscrit dans un décloisonnement des frontières départementales. L'agence a son siège dans la maison des Services publics : il s'y trouve aussi un autre bureau où, depuis plusieurs années, les habitants du centre-ouest Bretagne peuvent s'y faire délivrer une carte grise, qu'ils soient immatriculés en 29, 22 ou 56.



Photo Christian Pierre.

MORBIHAN

10 000 manifestants anti-OGM à Vannes

Samedi 8 avril, des manifestations anti-OGM se sont déroulées dans 70 pays de la planète. Dans « sa » ville de Vannes, le ministre de la Recherche, François Goulard, chargé de présenter le projet de loi autorisant la culture d'OGM, a largement contribué à la plus forte mobilisation de l'Hexagone !

Dix mille manifestants, dont de nombreux militants et élus de l'UDB (ici Mona Bras, conseillère régionale UDB, avec Jean-Claude Pierre, président du réseau Cohérence) ont tenté d'interpeller un gouvernement autiste, qui – comme pour le CPE – tente de faire passer en force une loi sur la coexistence (impossible) entre les cultures génétiquement modifiées et les autres.



Photo Yannick Quénéhervé.


LES FACS ONT REPRIS?
OUI ! MAIS PAS VILLEPIN !
SONAR
FACS
CNE
EMPLOI
OURS PYRÉNÉE
NONO



KSB/CCB.

DANS UNE UNANIMITE qui dérange au plus haut point les jacobins déclarés ou plus discrets, le mouvement culturel breton appelle à une grande mobilisation démocratique et populaire, le samedi 3 juin à Rennes, sur le thème de la dévolution culturelle et linguistique. En d'autres termes, le transfert de compétences et de moyens de l'État à la Région.

« Dévolution » est un terme relativement peu usité en français, sinon dans le droit des successions où il désigne la transmission d'un bien ou d'un droit d'une personne à une autre. Le dictionnaire *Trésor de la langue française* dit qu'il désigne dans le domaine public une « attribution de biens ou de pouvoirs d'une personne physique ou morale à une autre. Dévolution des compétences. Dévolution politique du pouvoir. » Du processus de dévolution découlent, pour celui qui en bénéficie, des pouvoirs et des moyens, donc une capacité d'agir, équivalents à ceux dont le dépositaire antérieur du droit pouvait disposer. Entre les deux, un lien de transmission mais aucun lien de sujétion. De ce fait, la légitimité du nouveau dépositaire du droit ne peut être contestée par son prédécesseur.

Le principe de dévolution a investi le champ politique après qu'il eut inspiré les statuts mis en œuvre en Écosse et au pays de Galles à partir de l'an 2000. Si la nature des deux statuts diffère (1), en revanche les institutions écossaises et galloises se sont vu reconnaître pareillement la responsabilité du système d'enseignement et de formation, du développement culturel et de la préservation du patrimoine. C'est à ce titre d'ailleurs qu'aux réunions du conseil des ministres de l'Éducation ou de la Culture de l'Union européenne le siège du Royaume-Uni est occupé, depuis l'an 2000, alternativement par un ministre anglais, écossais ou gallois. Le titulaire du siège, quel qu'il soit, doit se faire le porte-parole de tous en exposant, au besoin, des positions différentes. C'est ainsi que les Assemblées écossaise et galloise se sont opposées au renchérissement des droits d'inscription dans les universités qui ne s'est finalement appliqué qu'en Angleterre.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de l'écrire dans le *PB* en mars 2006, la dévolution galloise s'est traduite par un transfert considérable de moyens de l'État aux institutions galloises. Pour mémoire, dans les secteurs majeurs où se joue l'avenir d'une identité, les élus gallois ont acquis depuis six ans une capacité d'agir sans commune mesure avec la nôtre. Éducation et formation : 2,212 milliards d'euro en Galles contre 342 millions en Région Bretagne. Culture et patrimoine : 131 millions d'euro là-bas, 29 millions ici. Politique linguistique : 26 millions d'euro à Cardiff, 5 millions (en budget consolidé) à Rennes…

La dévolution, ce sont aussi des lois qui garantissent la dignité d'une identité collective. Un enseignement du gallois, généralisé au même titre que celui de l'anglais. Des programmes scolaires qui intègrent la réalité galloise (histoire, géographie, traditions). Un service public de télévision et de radio en gallois. Une autre planète… pour nous et si proche pourtant.

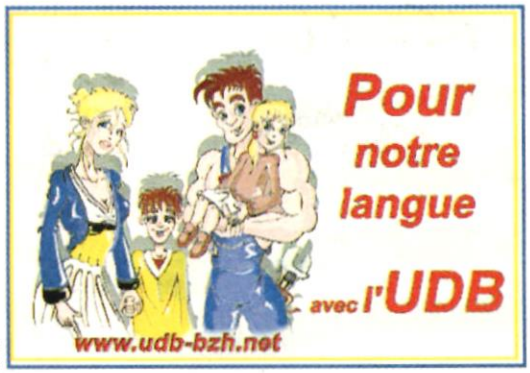
La Région Bretagne accueillera le Premier Ministre gallois, Rhodri Morgan, les 15 et 16 juin en visite officielle. Il sera question de développer les projets entre nos deux territoires, liés par un accord de coopération depuis 2004. Un plan d'actions pluriannuel, sur lequel nous travaillons ensemble depuis plusieurs mois, devrait être adopté à cette occasion. On peut en attendre des résultats intéressants. Il n'empêche, tant que la comparaison des budgets placera les Bretons dans un tel rapport d'infériorité, avec cinq à dix fois moins de moyens selon les domaines, la notion même de partenariat restera largement théorique. Certes, nous avons pu signer à Cardiff l'accord de coopération qui nous lie au pays de Galles dans sa version en langue bretonne et nous avons fait de même pour les accords récents avec la Saxe et la région polonaise de Wielkopolska, mais cette traduction d'une volonté politique ne relève que du symbolique, car le breton n'a aucun statut en Bretagne.

Il est clair que la façon exemplaire dont les Gallois savent sauver leur langue (2) sera une référence essentielle et un appui sans pareil pour que les Bretons parviennent à sauvegarder leur diversité linguistique et culturelle. Une condition cependant : qu'à la dévolution galloise succède la dévolution bretonne. Aux Bretonnes et aux Bretons de le dire haut et fort le 3 juin dans les rues de Rennes. Et aux élus du conseil régional de démontrer par leur présence qu'ils porteront cette revendication jusqu'à la victoire.

Christian Guyonvarc'h
vice-président du conseil régional
de Bretagne

(1) Le Statut de l'Écosse a octroyé au Parlement écossais le droit de voter dans de nombreux domaines des lois spécifiques, distinctes des lois qui s'appliquent dans le reste du Royaume-Uni. Le Statut du pays de Galles a octroyé à l'Assemblée nationale galloise le droit de voter, dans un nombre de domaines plus limité, des lois secondaires, assimilables à des textes réglementaires en droit français, qui peuvent compléter les lois du Royaume-Uni, à condition qu'elles n'entravent pas leur application.

(2) Dans l'histoire récente, le gallois est, avec l'hébreu et le basque, un des rares exemples d'une langue disparue (c'était le cas de l'hébreu comme outil de communication) ou menacée d'extinction qui a stoppé son processus de déclin pour commencer à regagner des locuteurs.



D.R.

Une nouvelle affiche sur le sujet.

Lutte anti-CPE : tout a

À l'occasion de la récente révolte des jeunes, la mobilisation exceptionnelle des Bretons a frappé tous les observateurs. Tous les éléments d'explication avancés contiennent une part de vérité. Une réalité demeure : la singularité bretonne qui témoigne d'un vouloir lutter et vivre ensemble, d'une volonté de préserver les solidarités entre individus et générations. C'est assez réconfortant pour l'avenir.

LA RÉVOLTE de la jeunesse contre le projet de contrat nouvelle embauche (CPE), qui voulait « institutionnaliser la précarité », comme le disait l'UDB, a eu d'indéniables particularités qui ont donné lieu à de bons articles du *Monde* (7/4) et du *Télégramme* (17/4). Même si *Le Monde* commence par essayer de noyer le problème dans un « Grand Ouest », tous les exemples qu'il donne ensuite sont de Bretagne. De même, si *Le Télégramme* prend grand soin de ne pas parler de Nantes et de la Loire-Atlantique, reconnaissons au moins qu'il parle de la Bretagne et non pas de l'Ouest. Son titre est d'ailleurs sans ambiguïté : « Les causes de la rébellion bretonne ». Ces articles, et beaucoup d'autres commentaires, ont avancé des analyses, parfois opposées, où il n'était pas toujours facile de s'y retrouver. Essayons de clarifier les choses.

Un mouvement précoce

C'est en Bretagne qu'il débute, à Rennes 2, la première université à voter la grève, dès le 7 février. Yannick Vallée, ancien militant de l'UDB, premier vice-président de la Conférence des présidents d'université, considère que Rennes 2 a eu un important effet d'entraînement sur l'ensemble des universités bretonnes et de beaucoup de lycées.

Nos lycéens et nos étudiants ont été les fers de lance du mouvement. C'était déjà le cas, rappelons-le, contre les lois Allègre et Fillon. Souvenons-nous aussi que Rennes 2 avait déjà été à la pointe de la contestation étudiante il y a deux ans. Cette précocité se remarque aussi dans les modes d'action, initiés en Bretagne avant d'être reproduits ailleurs, comme les blocages de lignes TGV, des routes ou des aéroports, qui ont tous démarré dans la péninsule armoricaine.

Un mouvement fort

« Ce qui a été spécifique à la Bretagne, c'est la force de l'engagement. Les explications aux quelques violences que l'on a vues, il ne faut pas les chercher à l'échelle de la Bretagne, elles se limitent à celle, plus locale, de Rennes 2 », déclare le professeur rennais Christian Le Bart. Cette force se révèle d'abord par l'importance des manifestations.

Les cortèges d'opposants au CPE, le 28 mars et le 4 avril, furent remarqués dans toute la Bretagne. Nantes et Rennes, avec 70 000 et 50 000 manifestants, ainsi que Brest ont connu leurs manifestations locales les plus massives de l'après-guerre. Un Rennais sur cinq a manifesté le 28 mars puis le 4 avril.



Le Peuple breton/J.-C. Le Gouaille

De Pont-l'Abbé, on est venu manifester à Quimper.

À Brest, la proportion était d'un sur sept. Le *Monde* souligne qu'aux mêmes dates, un Lyonnais sur quinze et un Strasbourgeois sur vingt seulement étaient descendus dans la rue…

Un mouvement général

Les quatre universités bretonnes (Nantes, Rennes, Brest et Lorient), huit des neuf IUT et l'institut d'études politiques (IEP) de Rennes ont participé au mouvement. Mais aussi des annexes universitaires, des IUT, des classes préparatoires, puis des lycées à Quimper, Saint-Nazaire, Saint-Brieuc, Lannion, Pontivy, Vannes, Guingamp, Carhaix… Partout les jeunes Bretons sont descendus en nombre et dans le calme dans la rue.

Mais pas seulement les jeunes : des villes bretonnes ont connu, en proportion, des participations considérables, alors que les populations étudiantes n'y sont pas nombreuses. Les chiffres et les cartes étaient éloquents ! On était trois fois plus nombreux – en proportion – à manifester dans les cinq départements bretons que dans les Pays-de-la-Loire. Des cités modestes comme Paimpol et Tréguier ont été des hauts lieux de la contestation.

Un mouvement de toute une société

On ne peut réduire, comme certains l'ont tenté à la télévision, cette opposition de toutes les générations au radicalisme d'une partie minoritaire des étudiants. Le mouvement était bien plus massif ici qu'ailleurs en France, et bien plus soutenu par la population. Par exemple, à Saint-Brieuc, ville qui ne compte que 3 800 étudiants pour 46 000 habitants, un habitant sur deux a participé au mouvement !

Les manifestations intersyndicales ont eu un caractère unitaire, cette unité favorisant la mobilisation. Les parents et retraités ont manifesté pour leurs enfants et petits-enfants : on a été particulièrement frappé par la présence, pacifique mais déterminée, dans les cortèges de familles entières, avec enfants, parents, voire grands-parents.

***

Un contexte différent

Si l'action anti-CPE a été très particulière en Bretagne, c'est que le contexte est très différent. Le problème de l'emploi des jeunes s'y pose de façon relativement spécifique : difficulté bien plus grande à trouver le premier emploi, dilemme de l'émigration (entre 1990 et 2000, 11 800 actifs bretons, diplômés du 2e ou 3e cycle, ont dû quitter la Bretagne pour trouver un emploi). Les salaires bretons sont aussi plus faibles, la précarité plus étendue, quel que soit le niveau de diplôme dans un pays très scolarisé.

commencé en Bretagne

Car si l'on a moins de jeunes sans diplôme et sans qualification, on a plus de demandeurs d'emploi et plus de chômeurs déguisés, cachés en étudiants, souvent dans des branches sans débouchés, sans compter ceux qui occupent un emploi en y étant surqualifié ! « Le mouvement anti-CPE n'est pas une révolte de désespérés, c'est une révolte de floués », disait Christian Le Bart.

« Une jeunesse flouée »

Pourtant, les jeunes Bretons ont des atouts dans la course à l'emploi : ce n'est pas une jeunesse en situation d'échec ou à la dérive, comme dans certaines cités, qui s'est révoltée. La Bretagne n'est pas la plus mal lotie. Elle est même plutôt dynamique, avec un taux de chômage plus faible que dans l'Hexagone. Mais ce taux de chômage breton a pu aussi favoriser la mobilisation, car plus une population est précarisée, plus sa capacité d'opposition est réduite, hormis par la révolte aveugle.

Mais attention ! Car si le taux de chômage breton est inférieur au taux français, celui des jeunes Bretons est quasiment le même qu'ailleurs, alors que le niveau d'études et de qualification est plus élevé chez nous. Dès lors, les étudiants bretons ont vite compris que leurs diplômes ne les mettraient pas à l'abri sur un marché du travail où la précarité devenait la loi.

Croire au travail et au diplôme

La société bretonne, avec ses fortes origines rurales, a longtemps cru à la valeur sociale du travail. Ce travail qui a longtemps fait des étudiants bretons les plus appliqués de l'Université. Ce travail qui débouchait logiquement sur le diplôme, puis sur l'emploi. Si un peuple a cru en l'« ascenseur social », ce sont bien les Bretons ! Mais, voilà, le modèle est de plus en plus remis en cause. Les familles bretonnes qui plaçaient encore très haut les valeurs de l'éducation se sont senties trahies par le pouvoir parisien, légiférant dans l'ignorance et le mépris. Ce qui explique la solidarité des parents avec les jeunes.

Première région de l'Hexagone pour son taux de réussite au baccalauréat, la Bretagne a une proportion élevée d'étudiants préparant des diplômes en ayant, malgré tout, la foi dans leur valeur. La brutalité du CPE a ébranlé cette croyance.

Le refus de tout un pays

Le territoire breton a montré, dans ces circonstances, sa forte capacité de résistance. Le géographe Jean Ollivro estime que les décisions imposées de Paris passent plus difficilement en Bretagne qu'ailleurs : « Alors que la concentration urbaine favorise le contrôle du pouvoir central, le tissu urbain est très atomisé en Bretagne. Il y a, de ce fait, une forte capacité au collectif. »

La présence en Bretagne d'un réseau de villes petites et moyennes, qui a toujours fait la richesse des échanges bretons, a beaucoup fait pour l'extension et la décentralisation du mouvement d'opposition. Petit à petit, comme en mai 1968, chaque agglomération avait, le mois dernier, sa manifestation ou son blocage, contribuant à généraliser la participation à la mobilisation. Plus difficile à mater qu'une manif rue de Rivoli à Paris, sous le regard des caméras de service…

L'avenir des jeunes



Une économie fragilisée

Les circonstances économiques dans lesquelles est survenue la crise du CPE sont aussi particulières en Bretagne. Certes, comme toutes les autres régions européennes, notre pays subit de plein fouet la vague du libéralisme sauvage, avec ses fermetures d'usine, ses délocalisations, ses licenciements secs.

Mais s'y ajoute en Bretagne la nécessité d'inventer un nouveau modèle de développement, notamment dans le domaine de l'agroalimentaire, du tourisme et de la pêche, avec le cortège de difficultés que cela entraîne pour les travailleurs, notamment les jeunes. De plus, par volonté jacobine de recentralisation, et en raison des nouvelles règles européennes, l'État choisit depuis des années de se désengager : les jeunes Bretons, comme aussi leurs aînés, ont le sentiment d'être redevenus mal aimés de Paris en ce début de siècle.

Le sentiment identitaire

On l'a beaucoup évoqué dans les médias nationaux cherchant à comprendre ce qui se passait en Bretagne. Et pas seulement lorsque le jacobin Jean-François Kahn écrivait dans *Marianne* (25/3) que le mouvement des jeunes était « pénétré et infiltré par des éléments provocateurs (anarcho-gauchistes ou ethnicistes (*sic*) » ! En réalité le sentiment breton est plus répandu qu'on ne le croît : l'identité bretonne renforce la cohésion sociale. L'unité de comportement des cinq départements bretons est significative, et n'est pas le fruit du hasard. Il est frappant de voir combien le département de la Loire-Atlantique est semblable au reste de la Bretagne et totalement opposé au « calme résigné » qui règne dans la pseudo-région des Pays-de-la-Loire.

La volonté de vivre, se former et travailler au pays est réelle : elle conduit des Bretons à accepter pour rester au pays le choix d'un métier ou d'une activité en décalage par rapport à la formation et à la possible carrière. Mais le sentiment breton revendicatif reste présent : le politologue rennais Erik Neveu dit : « La Bretagne a depuis toujours le sentiment que beaucoup de malheurs viennent de décisions qui ont été prises de loin »…

***

La société de notre pays, qui reste relativement bien structurée, a pu constater, lors de la révolte de sa jeunesse, que son identité bretonne était un facteur de résistance qui renforce les Bretons au niveau individuel ou collectif. La solidarité des générations a joué à plein ! Le lien social entre Bretons n'est pas mort, c'est plutôt bon signe pour un avenir qui appellera d'autres luttes.

Ronan Leprohon

Aï ' ta ! : à la conquête de l'espace public



Photo Pierre Morvan.

Tangi Gicquel.

Le Peuple breton *a rencontré Tangi Gicquel, l'un des porte-parole d'Aï'ta !, qui multiplie actuellement les actions pour que le bilinguisme soit officialisé dans les gares bretonnes.*

***Le PB* : Comment est né Aï'ta ! ?**

Tanguy Gicquel : Aï'ta ! est né en mars 2005, par la volonté d'une dizaine de jeunes du Trégor, bretonnants ou non, d'agir concrètement pour la langue bretonne.

En effet, malgré les indéniables avancées obtenues par les militants ces trente dernières années, nous faisons le constat que le breton est cantonné à une place anecdotique, sinon folklorique, dans la société actuelle. Il est significatif que dans le Trégor, région la plus bretonnante, les *native speakers* soient surpris lorsqu'ils entendent des jeunes parler breton. Cela ne témoigne pas d'une grande vitalité, bien au contraire.

Dans ce contexte, nous estimons que la généralisation du bilinguisme dans l'espace public est primordiale si l'on veut la pérennité du breton. C'est notre objectif principal. En plus d'être une revendication légitime du point de vue de nos droits linguistiques, nous considérons que c'est la condition *sine qua non* d'une dynamique de réappropriation de la langue par la société bretonne, telle qu'elle se produit au pays de Galles et au Pays Basque par exemple.

La découverte des actions menées par le mouvement Démo en *Iparralde* (Pays Basque nord), notamment pour la défense de l'*euskara*, a été déterminante dans la création d'Aï'ta !. Il nous est apparu que, en plus d'être une source d'inspiration, les Démos nous montrent la marche à suivre : d'une part en adoptant comme principe d'action la non-violence active, d'autre part en s'affichant clairement dans un mouvement de désobéissance civile. De même, Aï'ta ! est rigoureusement non-violent et n'est affilié à aucun parti politique.

***Le PB* : De quelle manière fonctionnez-vous ?**

T.G. : Aï'ta ! est un collectif qui regroupe désormais une trentaine de membres. Nous faisons régulièrement des réunions dans le Trégor, une fois par mois au minimum, afin de définir et préparer les actions en priorité, mais aussi afin de gérer de façon collective les divers aspects d'Aï'ta !. Des sections d'Aï'Ta sont par ailleurs en cours de création à Rennes et Quimper.

***Le PB* : Le t-shirt orange, qui est un peu votre symbole... un lien avec la révolution orange d'Ukraine ?**

T.G. : Aucun. On voulait une couleur qui ne passe pas inaperçue, et le jaune était déjà pris par les Démos... donc le choix s'est porté sur l'orange.

***Le PB* : Quelles ont été vos actions jusqu'ici ?**

T.G. : Dans les débuts, nous avons réalisé des actions avant tout dans un but informatif : occupation de ronds-points avec banderoles ou affichage, par exemple.



Photo Aï'ta.

Opération symbolique de bilinguisation de la gare de Lannion.

Ensuite, nous avons lancé à partir d'octobre une campagne afin de faire entrer la langue bretonne dans les gares, après le refus de la direction régionale SNCF de nous rencontrer. Plusieurs actions ont déjà été réalisées dans les gares de Gwengamp et Lannuon : un *fest-deiz zovach*, une action « Père Noël bretonnant », la bilinguisation des gares de Gwengamp puis Lannuon avec des autocollants. De plus, nous sommes allés rencontrer les Démos au pays Basque et l'organisation *Cymdeithas yr laith* au pays de Galles.

***Le PB* : Le but de ces actions ?**

T.G. : Par cette campagne, nous avons deux objectifs. D'une part, nous voulons bien sûr faire entrer la langue bretonne dans les gares, en faisant pression sur la SNCF et les pouvoirs publics. D'autre part, nous voulons nous en servir pour attirer l'attention et faire parler de la langue bretonne, et ainsi contribuer à une prise de conscience de la société par rapport à l'avenir de cette langue.

À noter que, pour cette campagne SNCF, nous sommes en contact avec le mouvement Démo au pays Basque (qui mène depuis cinq ans une campagne pour faire entrer l'*euskara* dans les gares) et un groupe de Catalans du Nord, qui devrait lui aussi lancer une campagne du même type prochainement. La pression sur la SNCF va ainsi s'accentuer dans les mois qui viennent. Espérons que cela fragilise son opposition aux langues minoritaires.

***Le PB* : Justement, où en sont vos relations avec la SNCF ?**

T.G. : Nous n'avons plus de contacts avec la SNCF depuis l'échange de courriers de septembre dernier. En revanche, nous avons déjà rencontré et nous rencontrerons à nouveau des élus du conseil régional de Bretagne, afin de voir dans quelle mesure celui-ci peut influer sur la SNCF. La question est de savoir si la Région a réellement les moyens de ses ambitions, notamment lorsqu'on lit dans le Plan de politique linguistique de 2004 que la présence de la langue bretonne doit être assurée à tous les niveaux de la vie sociale.

***Le PB* : Après la SNCF, y aura-t-il d'autres cibles ?**

T.G. : L'entrée officielle de la langue bretonne dans les gares créera un précédent qui rendra, à notre avis, bien plus simple la généralisation du bilinguisme dans la vie publique. Logiquement, on demandera par la suite que tous les services publics mettent en route des plans de bilinguisation. On sollicitera vraisemblablement La Poste, même s'il est difficile de se projeter pour l'instant au-delà de la campagne SNCF. La réussite de celle-ci est conditionnée par notre capacité de mobilisation et, dans cette optique, précisons qu'Aï' ta ! accueille toutes les bonnes volontés.

Propos recueillis par
Pierre Morvan

Une première campagne d'information sur l'enseignement du breton

L'information est essentielle

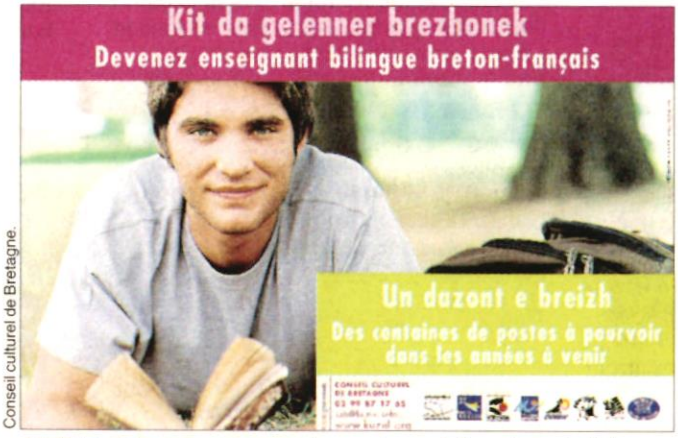
Selon plusieurs sondages environ 90 % de la population se déclarent favorables à l'enseignement du breton. C'est une condition très agréable pour ses promoteurs que sont *Diwan*, *Div Yezh* et *Dihun*, mais pas suffisante pour avoir la même proportion des élèves dans les filières bilingues. Dans la meilleure situation, qui est celle des écoles maternelles de la zone bretonnante, la proportion des élèves inscrits dans les filières bilingues est de 5 %. La proportion est plus faible dans les classes primaires, dans l'enseignement secondaire et sur l'ensemble de la Bretagne…

L'enseignement bilingue breton-français, qui est facultatif, n'est pas proposé dans toutes les communes bretonnes et les parents qui voudraient faire profiter leurs enfants des bienfaits du bilinguisme ne le peuvent donc pas sur une grande partie du territoire. C'est une explication, mais il y en a une autre, car, même lorsque c'est possible, des parents, y compris parmi ceux qui sont favorables à l'enseignement du breton, n'inscrivent pas pour autant leurs enfants dans une filière bilingue. Cette attitude s'explique notamment par une méconnaissance des nombreux avantages liés au bilinguisme précoce.

Diwan, *Div Yezh*, *Dihun* et l'Union des enseignants de breton, regroupés dans la commission de l'enseignement du Conseil culturel de Bretagne pour réfléchir et agir ensemble, constatent que depuis la rentrée scolaire de 2005 l'enseignement bilingue breton-français est donné dans une centaine de communes de Bretagne à 10 400 élèves par environ 500 enseignants. Ces chiffres, en progression constante chaque année, sont significatifs et de nature à donner confiance à ceux qui découvrent cet enseignement. Il faut donc informer les parents de l'existence de cet enseignement bilingue breton-français et de son intérêt avéré pour les enfants. Mais comment faire quand, séparément ou ensemble, les trois filières ne peuvent utiliser les grands et coûteux moyens de communication ?

La Région donne un coup de pouce

Dans son Plan de politique linguistique pour la Bretagne, voté à l'unanimité en décembre 2004, le conseil régional a fixé un objectif de 20 000 élèves dans les écoles bilingues en 2010 et a prévu de soutenir des campagnes de promotion et d'information sur cet enseignement. Le Conseil culturel, profitant de cette possibilité, a donc proposé au conseil régional de réaliser une campagne d'information. Cette proposition acceptée a reçu en outre le soutien financier des conseils généraux d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan. La première campagne d'information commune aux trois filières d'enseignement bilingue est donc lancée. Elle a deux buts : d'abord, amener les parents à inscrire leurs enfants dans une école bilingue breton-français ; ensuite, inciter les jeunes à choisir le métier d'enseignant de et en breton.



Conseil culturel de Bretagne.

L'affiche de la campagne pour le recrutement d'enseignants bilingues.

La progression des effectifs des filières bilingues a souvent été freinée par le manque d'enseignants. Il faut donc veiller à leur recrutement. La campagne d'information fait valoir que la langue bretonne est un bon moyen de devenir enseignant en Bretagne. De la maternelle à l'université, l'enseignement du breton ou de diverses matières en breton concerne environ 500 postes. C'est donc un métier d'avenir en Bretagne, car les besoins augmentent fortement chaque année.

Cette première campagne est faite au moyen d'affiches de grand format qui sont placées là où existent déjà des écoles bilingues en Bretagne afin d'augmenter leurs effectifs, d'une part ; ainsi qu'au moyen d'annonces dans la presse quotidienne régionale, pour développer aussi les sites existants et en créer de nouveaux, d'autre part. Par ailleurs le conseil régional, les conseils généraux et certaines municipalités ont été sollicités afin de participer à l'information de la population par la mise à disposition de leurs panneaux d'affichage et de leurs bulletins.

La campagne d'information commence à la mi-mai. Cette date donne aux parents trois mois de réflexion pour inscrire leurs enfants dans une classe maternelle bilingue de leur commune à la rentrée scolaire de 2006. Dans les communes où l'enseignement bilingue n'est pas encore possible, il faudra, avec l'aide de l'une des trois associations de parents, s'organiser pour entamer le processus de création d'une filière à la rentrée scolaire suivante. Ce même délai permet aux jeunes de réfléchir sur l'intérêt qu'il y a à connaître la langue bretonne pour pouvoir exercer le métier d'enseignant. S'ils ne sont pas dans une filière bilingue, ils peuvent apprendre le breton au collège ou au lycée en option et à l'université.

Appel à contribution

Afin de donner davantage d'ampleur à la campagne d'information, le Conseil culturel de Bretagne sollicite aussi la participation financière d'associations, d'entreprises et de personnes qui veulent promouvoir l'enseignement de la langue bretonne. L'État apporte aussi sa contribution involontairement, sous forme de réduction d'impôt sur le revenu des personnes qui feront un don. En effet 66 % du montant du don seront remboursés au donateur et contribuable. Faire contribuer l'État français au développement de l'enseignement de la langue bretonne, c'est intéressant et inédit…

J.R.

Les dons sont à adresser au Conseil culturel de Bretagne

7, rue Général-Guillaudot, 35069 Rennes Cedex (Mentionner « campagne d'information »).

Échanges autour d'un muscadet

*Choqué par un article d'*Ouest-France *du 15 avril qui a trouvé le moyen d'« oublier » le vignoble nantais en parlant de la vigne en Bretagne, un négociant en muscadet du sud de la Bretagne précise* :

« Nos traditions maritimes ont été facteurs de réussite pour l'exportation des vins nantais sur l'Europe et particulièrement le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Belgique, l'Irlande et les pays scandinaves. Ceci à travers les siècles. Le vignoble du muscadet est à la Bretagne ce que le vignoble du Tokay est à la Hongrie… »

Il ajoute que, selon lui, la perte d'identité du vignoble nantais est un des principaux facteurs de la grave crise que traverse en ce moment le muscadet. « Un vin sans identité est comme une vigne déracinée, il se meurt », dit-il : « Si les vins d'Alsace devenaient les vins des Vosges, ils régresseraient bien sûr. C'est pourtant ce qui se passe avec nos vins nantais qui deviennent des vins du Val de Loire, de plus séparés administrativement de la Bretagne par le découpage autoritaire de l'État ! Une catastrophe en terme économique, que ce soit pour le tourisme, les produits de terroir et la vie économique en général ».

« Pour mes clients de Loire-Atlantique nous sommes en Bretagne sud. Or, nos parts de marché en tourisme sont gravement minorées par ce manque de lisibilité. Il y a une évidente confusion entre les châteaux du Val de Loire et la région administrative des Pays-de-la-Loire, ce qui constitue pour nous, Bretons, un facteur négatif.

Les sombres raisons d'État qui poussent à planifier la négation institutionnalisée de notre appartenance à la Bretagne ne doivent pas être cautionnées. En pays nantais et en pays de Retz, l'initiative " Vignerons Artisans de Bretagne " répond à l'attente de nombreux vignerons qui ne cautionnent pas la démarche dite " Val de Loire ", cette région viticole n'ayant jamais été la nôtre. Elle concerne l'Orléanais, la Touraine et l'Anjou, pas la Bretagne. L'Unesco, en classant le Val de Loire au patrimoine de l'humanité, ne s'y est pas trompée : le Val de Loire s'arrête aux portes de la Bretagne, à Ancenis dont le château – comme ceux de Clisson ou au Loroux-Bottereau – a gardé pendant des siècles la souveraineté de la Bretagne. »

A.C.



Michel François

Il y a des jours où l'on n'est pas mécontent de rouler derrière un camion…

Autre point de vue exprimé par un autre sympathisant de l'UDB, étudiant en master de géographie à Bordeaux, travaillant sur le vin :

Le vignoble est désormais un incontournable instrument de mercatique territoriale pour les régions qui en sont dotées. Il est associé à des régions et des pays par ailleurs culturellement bien identifiés (ex. : vin du Pays cathare).

Cela dit, les grandes zones d'appellation (Bordeaux, Languedoc, Bourgogne, etc.) ont un impératif de globalité, c'est-à-dire que, justement, pour leur visibilité, elles ont besoin de ne pas être morcelées. Les Côtes-du-Rhône regroupent ainsi des terroirs d'appartenance historique (Empire/Royaume de France au XII[e]/Dauphiné/Languedoc/comtat Venaissin/Provence du XV[e] au XVII[e]) et culturelle (influence occitane et méditerranéenne au sud, lyonnaise et plus continentale au nord) différentes. La démarche des Languedociens et des Roussillonais (Catalans) de s'unir sous une marque ombrelle « Sud de France », en regroupant quatre syndicats interprofessionnels, est une preuve plus commerciale encore de cette nécessité.

Le pays nantais est de surcroît tout à fait intégré à l'appellation Vins de Loire, uni aux autres vignobles ligériens par une continuité pédo-climatique. Ainsi, il ne me paraît pas nécessaire d'instrumentaliser le muscadet pour défendre la noble cause du rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne administrative. Il me paraît plus judicieux d'insister sur la touche bretonne : « Le muscadet, le vin de Loire breton ».

F. L.

Gwin gwenn



D.R.

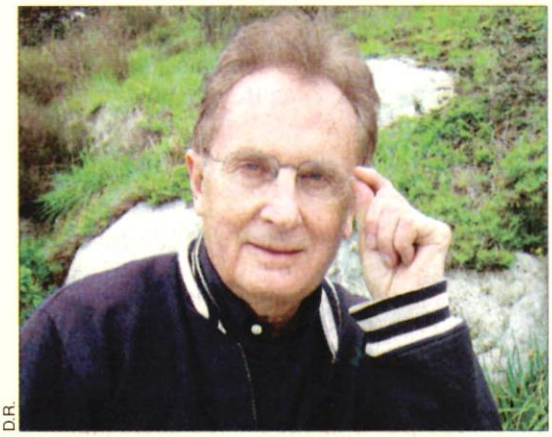
Un vin blanc qui annonce la couleur…

« Le muscadet et le vin d'Anjou ne se boivent pas dans le même verre ! » disait Stany Gautier, alors conservateur du musée du château des ducs de Bretagne. Les tentatives de « ligérisation » des vins bretons rencontrent toujours des opposants sans complexe. Le melon sauvignon du GAEC de Christophe et Philippe Chéneau* est de ceux qui affichent clairement leurs préférences. À côté d'une gamme de muscadets, ces propriétaires-négociants viennent de lancer un vin blanc sec à l'étiquette sans ambiguïté quant à son origine.

M.F.

**(1, Les Guerches, 44690 Monnières). À consommer quand même avec modération.*

Des idées et des femmes



D.R.

Michel Treguer

Tout d'abord quelques considérations générales – des idées ! – avant d'en venir à l'actualité de notre planète et de notre République.

Les idées aussi ont une histoire, qui coïncide grosso modo en Occident avec celle du monothéisme, de la philosophie et de la politique. On peut imaginer que, avant Moïse et avant les premiers penseurs grecs, les hommes vivaient au jour le jour dans leur environnement et au milieu de leurs proches sans trop chercher à penser des vérités qui seraient éternelles.

Comme ces lointains ancêtres, nous communiquons toujours aussi par des actes, par des guerres, par des échanges économiques : mais nous sommes avant tout devenus des êtres de langage, ce qui nous distingue du monde animal. Les langues nous permettent de nous exprimer, mais elles nous font passer sous les fourches caudines de leurs mots et de leurs tournures, de leurs habitudes et de leurs oublis. « La langue est fasciste », n'avait pas craint d'affirmer Roland Barthes dans sa leçon inaugurale au Collège de France en 1977 : «... non pas tant par ce qu'elle nous empêche de dire que par ce qu'elle nous oblige à dire ». Par exemple, notait-il, impossible d'échapper en français à un choix entre le masculin et le féminin, tandis que l'anglais et l'allemand connaissent des substantifs neutres.

On peut même étendre ce formatage de nos esprits par les langues à celui de nos sensibilités, de nos plaisirs d'oreille. Paradoxalement, la lutte des femmes pour faire admettre la féminisation des noms de métiers – « auteure », « écrivaine », etc. – heurte souvent notre goût de l'assonance, notre sens de la beauté lexicologique, décantés au fil des siècles. Mais il y a plus grave.

Des idées et des hommes : toute l'histoire de la philosophie peut se ramener à ce face-à-face entre d'une part des concepts forcément éternels, portés par des mots qui n'ont pas besoin de respirer, de manger, de dormir, pour durer, et d'autre part des humains qui pensent ces concepts mais qui, eux, sont à la fois vivants et mortels, c'est-à-dire changeants, souffrants et voués à finir. Les physiciens, qui pourtant vieillissaient comme leurs congénères, se sont longtemps contentés dans leurs équations d'un temps « au carré » qui ne prenait pas en considération le sens de son écoulement.

Dans l'histoire de la pensée, le XX[e] siècle s'est particulièrement distingué en soulignant l'importance des conditions d'énonciation d'une idée ou d'un théorème. Depuis Bohr et Heisenberg, la science renonce à séparer le phénomène observé de l'appareil observateur. Depuis Marshall McLuhan et Régis Debray, nous savons que le signifié est l'esclave du signifiant : « le médium est le message », parce qu'il est en lui-même « massage » cérébral.

Ainsi, il n'est pas du tout indifférent qu'une même idée soit exprimée par une femme ou par un homme, qu'un pays soit dirigé par l'une ou par l'autre. Même s'il existe au Chili et en Allemagne nombre de mâles dont le talent et le programme soutiennent la comparaison avec les leurs, les élections de Michelle Bachelet et d'Angela Merkel à la tête de ces pays y ont eu un poids symbolique considérablement plus fort. De même, chez nous, tous les Français de droite comme de gauche savent bien – les sondages le crient – que l'élection de Ségolène Royal à la présidence de la République vaudrait au pays un électrochoc d'une tout autre nature, ouvrirait des horizons autrement nouveaux que celle d'un de ses confrères éléphants ou celle... de son mari, quelles que soient leur complicité et la similitude de leurs engagements. Les espoirs et les craintes des Français n'auraient pas les mêmes couleurs. Le dialogue national en serait à coup sûr changé.

S'il est important et s'il est temps de le dire, c'est parce qu'on voit monter au front la grosse cavalerie des bonnes âmes défendant le statu quo machiste au nom... de la démocratie, bien sûr ! Les journalistes du *Figaro* ont ouvert le feu avec les livres de Joseph Macé-Scarron, d'Alain-Gérard Slama et d'Éric Zemour. Aujourd'hui, la gauche prend le relais. On ne compte plus les propos ouvertement ou malignement misogynes de ses ténors. Et c'est aussi la réponse systématique de François Hollande à ses interviewers : « Peu importe qui défend telle ou telle idée, peu importe qui sera le candidat du Parti socialiste ; ce qui compte, c'est l'idée, c'est le programme. » On reconnaît là le culte de l'abstraction hérité du christianisme et de la Révolution française, sacrifiant la variété des humains réels à la beauté d'un modèle universel. « Plus de Juifs ni de Grecs, plus d'hommes ni de femmes : tous unis et semblables en Christ », disait déjà saint Paul. « Plus de juifs ni de bretons » reprendra l'abbé Grégoire : « tous citoyens de la même Nation, dotés des mêmes droits ».

C'est une forme de pensée qui a certes accompagné l'émancipation des humains et la montée mondiale de la démocratie, mais qui a beaucoup vieilli et que les récentes émeutes de « Français différents » n'ont pas rajeunie. Le monde est fait d'idées universelles, de briques d'éternité ; mais aussi de personnes, de corps, de vies, de cultures, de temps, d'événements, d'évolutions, de ruptures. Bien sûr, le programme compte : certaines femmes sont de gauche, d'autres de droite ou d'extrême droite. Mais, *à programme égal*, il n'est pas du tout indifférent que son champion soit une championne.

Que germe le changement dans notre monde bloqué ! Qu'advienne le nouveau ! Vive les femmes !

Retards...

Sur la toile de fond de la mondialisation débridée, les hommes de pouvoir sont atteints d'une évidente fébrilité. Tel le lapin aux yeux rouges, et toujours pressé, du conte de Lewis Carroll, ils proclament de plus en plus souvent que nous sommes en retard. Ce « nous », c'est la France, mais ce sont aussi – évidemment – les Français, coupables de retarder gravement le pays. Parfois, on stigmatise certaines catégories de citoyens particulièrement fautives dans le ralentissement de la marche vers un but dont tout le monde – y compris les « décideurs » – ignore l'exacte définition. De leur côté, les « journalistes de marché » sont de précieux et puissants amplificateurs de cette *doxa* chronométrique.

Ainsi, nous ne sommes pas assez flexibles, nous ne goûtons guère la précarité, nous osons résister au « bougisme ». Le problème est encore aggravé par le fait que nous sommes, nous dit-on partout, les seuls à camper sur cette intenable posture. À l'étranger, là où l'on sait ce que modernité veut dire, on se moque de ces Français refusant d'épouser leur époque, nostalgiques qu'ils seraient restés d'un temps où un petit village gaulois savait damer le pion aux armées romaines. Ils sont fous et ignorants, ces Gaulois. En effet, leur Premier ministre en est persuadé : ils sont inaptes à saisir toute la grandiose portée de ses réformes frappées du sceau du désintéressement.

Il fallait bien que M. de Robien, ministre de l'Éducation et donc fin connaisseur de la difficile inculcation des vraies valeurs, y aille de son couplet attristé. Il l'a poussé récemment devant le Conseil économique et social. Dans ce haut lieu de la cogitation, notre homme pointa l'un des aspects les plus préoccupants de notre terrifiant retard. Il rendit compte d'une étude de l'université du Maryland, selon laquelle 36 % des Français pensent que l'économie de marché est un système efficace contre 65 % des Allemands, 71 % des Américains, 74 % des Chinois et 56 % des Kenyans ! « Je doute fort que nous ayons raison », commenta le ministre, avant d'ajouter que « les Français doivent se réconcilier » avec l'économie et l'entreprise. Comme il s'agissait ce jour-là de causer de l'enseignement des sciences économiques et sociales (SES), les responsables de cet insoutenable anachronisme furent vite trouvés et dénoncés. « Ce champ disciplinaire est traversé par des débats idéologiques infinis, lança le ministre. Il nécessite de la rigueur et une impartialité absolue » de la part des professeurs... Pour que les jeunes ne se fassent pas « une montagne du monde du travail et de l'entreprise », le ministre plaida pour un enseignement concret et neutre de ces SES. Nous voyons là qu'en matière de ridicule, en revanche, nous sommes en avance. Les professeurs de SES, somme toute peu nombreux, se sentent flattés que l'on puisse leur accorder tant d'autorité sur l'esprit de leurs compatriotes. Et ils se permettent d'espérer, pour la santé intellectuelle des Américains, que l'université du Maryland est capable de produire des travaux d'une autre qualité et ne se contente pas de colporter de vagues sondages, juste dignes d'agrémenter le dénigrement de leur ministre à propos de leur enseignement ou de fleurir les diatribes de M^me^ Parisot.

En revanche, il est d'autres retards qui ne semblent aucunement tenailler grands patrons et hommes de gouvernement en France. Le fait que ce pays ait pris une quinzaine d'années dans la vue sur plusieurs de ses voisins européens en matière d'attention portée à l'environnement. Sur ce sujet-là on ne les voit jamais consulter leur montre ou le terrible calendrier des défis qui pèseront demain sur les épaules de nos enfants et petits-enfants. Nous sommes nuls sur la question des indispensables alternatives aux énergies fossiles, sur celle du traitement propre – et atomisé en petites structures – de nos montagnes d'ordures, sur celle aussi du développement de l'habitat écologique et autonome. Nous sommes tout juste bons à exhiber les pectoraux de nos gros incinérateurs à dioxine ou de notre ITER que tout le monde ne nous envie pas. Ce jacobinisme prétentieux nous tuera plus sûrement que l'impossibilité de formater nos enfants pour satisfaire de vils instincts mercantiles. Certes oui, il est des rigidités à détruire, mais ce ne sont pas celles qui nous sont désignées aujourd'hui.

Yann Fiévet

POBL VREIZH

Dispac'h ar re maez ar jeu
Glevezin a ra an tan

Skrivet ez eus bet kalz pennadoù diwar-benn ar reuz er c'harterioù start ar vuhez enno. Yaouankizoù liveoù izelañ an diri sokial eo a roe da gompren e oant aet skuizh o c'houzañv ar mod faeüs ma soursie an uhelidi ouzh o c'hudennoù. Estregeto a glaske lakaat o c'hlemmoù da vezañ klevet d'ar mare-se. Manifestiñ a oa bet graet ivez, met en ur mod kalz siouloc'h, gant yaouankizoù ar renkadoù sokial etre, tonket ma oa kalz anezho da chom stajidi war hir dermen en embregerezhioù, daoust d'o skiant prenet talvoudus. Kalz brokusoc'h e vez ar gouarnamant gant ar re brav o feadra. Skañvaet e vez samm o zailhoù endra ma teu startoc'h startañ evit ar re ezhommekañ mont war c'horre o bec'h.

An dilabour hag ar fred diasur e badelezh eo a laka an dud d'en em sevel. Gouzañvet e vez an dienez keit ha ne vez ket gwallaozet an emlorc'h. Tost da 10 % eus ar boblañs oberiant a zo dilabour e Frañs, 20 % eus ar yaouankizoù, 40 % eus hini re ar bannlevioù. Ledan e oa ar c'hinnig micherioù pa oa erruet war varc'had al labour ar re ganet er bloavezhioù 1940 ha 1950. Kalz startoc'h e voe ar jeu evit ar re a zeuas war o lerc'h. 6 % a dud difred a oa etouesk ar re echuet ganto o studi e 1973 bloaz war-lerc'h o donedigezh war varc'had al labour. Sevel a reas ar feur-se betek 33 % evit re 1985. Uhel e oa c'hoazh al live-se pa voe kroget gant ar c'hantved nevez. 29 % eus ar re aet maez ar skol e 2002 a oa o klask fred bloaz pelloc'h. N'eo ket bet diefed kresk ar feur-se war ar modoù da c'hoprañ an implijidi. 15 % a ziforc'h a oa etre goproù al labourerien tregont vloaz ha re o c'henseurted ugent vloaz koshoc'h e-kreiz ar bloavezhioù 1970. 40 % a ziforc'h a zo etre goproù an daou rummad-se hiziv an deiz. Seul feukusoc'h eo an emdroadur-se ma ne vez adtapet an dale e-pad ar vuhez micherel. Evit ar wech kentañ ne vez ket ar yaouankizoù evit o zud d'ober o zreuz e-pad ur prantad peoc'h.

Delestajoù ar gevredigezh

A-benn mougañ ar c'hlemmoù e vez prezegennet kalz diwar-benn ar modoù da reiñ ar memes chañsoù d'an holl. Meur a hentenn a c'hell bezañ dibabet evit prientiñ dazont micherel ar yaouankizoù. Micher ar riez eo kavout kefridioù sokial d'ar rummadoù nevez e kapitalouriezh broioù Skandinavia. E kapitalouriezh ar broioù Angl-ha-Saoz e vez lezet ar marc'had da renkañ an dud ouzh ar stern. Tennañ a ra kalz kapitalouriezh Frañs da hini broioù ar mor Kreizdouar. Er seurt



Foto Pierre Morvan.

Sant-Brieg, 7 a viz meurzh 2006.

broioù e vez pouezus ar c'henskoazell er familhoù evit gounit ur garg a-zoare er vuhez stroll. Serret e chom an norioù abalamour da-se hiziv an deiz evit ar yaouankizoù dister rouedad darempredoù o re. Delestajoù ar gevredigezh eo deuet da vezañ lod karterioù. Anat eo ne asant ket yaouankizoù ar seurt takadoù d'o marv sokial. Her reiñ a reont da c'houzout gant modoù a sach warno evezh ar mediaoù : lakaat tan en otoioù o amezeien, er c'hirri-boutin, er stalioù, er skolioù. Bugale d'ar skinwel int.

Kinniget e vez gant lod meskañ ar renkadoù sokial er memes karterioù. Ur c'hinnig touellus eo 'm eus aon. Techet e vez an dud da vevañ gant reoù a-live ganto. Ne zarempredont ket n'eus forzh piv, ha pa vefent amezeien dezho. Biskoazh n'eo bet mesket ar renkadoù sokial. Gwechall e veze ar re binvidikañ o chom en o otelioù prevez endra ma veze lojet ar re baourañ e karterioù dirapar. Gwir eo en em gave ar re etre an daou rummad-se er memes batisoù, met diskenn a rae ar galloudoù prenañ a-feur ma saved gant an diri. Ur c'hemm a voe degaset er mod-se diwezhañ da zibab e lojeiz pa voe ijinet ar saverezed. Ne lakae ket an dud o bugale er memes skolioù kennebeut. Ne oa ket al liseoù evit re ar renkadoù izelañ, war-bouez gounezerien distank ar c'henstrivadegoù a zegase yalc'hadoù studi. Er c'hontrol eus ar pezh a vez lavaret alies ne veze ket mesket ar renkadoù sokial er c'harterioù HLM a-raok ma voe broudet tud al liveoù etre da lakaat bep a di unoaled da sevel. Aozet e oa bet diouzhtu un diforc'hidigezh enno ivez.

Pouez ar glad sevenadurel

Evit frammañ ur vuhez stroll yac'h e ranker kavout ur mod efedus da lakaat an holl da sevel bep a rouedad darempredoù sokial e janglenn ar gapitalouriezh. Maez ar jeu e chomo kalz tud keit ha ne soursio ket ar riez ouzh reolennoù gwirion ha kuzh marc'had al labour, evel ar re diazezet war ar gladoù sevenadurel diforc'hus. Padal e teu anat gant tonkad ar Sinaiz divroet pegen kreñv e c'hell bezañ efedoù ar rese diwezhañ. Petra bennak ma oa bet lakaet skoilhoù dirazo er Stadoù-Unanet, da skouer, evit mirout outo d'ober berzh e oa deuet brav ganto war nouspet tachenn. N'emañ ket mui ar braz anezho o chom e *China Towns* ar c'hreizoù-kêr hiziv, met er memes karterioù hag an Amerikaned a orin european eus ar renkadoù etre. Uheloc'h eo o live bevañ eno eget ar geitadenn zoken. N'o doa goulennet netra digant ar servijoù foran koulskoude. Kumuniezhoù enbroidi all e tegas dezho o glad sevenadurel diforc'hus un dilañs drastus er c'hevredigezhioù industriel int bet lakaet d'en em staliañ enno. Ur politikerezh nevez a zo da ijinañ evit o lakaat da gaout kement a chañsoù hag ar re all.

Paol ar Meur

Diwar doenn ar Vro

Abaoe 1989 e ra tud skol Diwan Kommanna war-dro Tro menez Are, gant ar soñj kinnig d'an dud dont da vale e menez Are, da welet drezo o-unan kaerder ar vro, talvoudegezh an natur hag an traoù bet savet gant an dud a-hed ar c'hantvedoù.

Pedet e vez ar sportourien hag ivez ar familhoù, ar re gozh hag ar re yaouank, da bourmen war gwenojennoù ha riboulioù, er-maez eus an hentoù bras atav. Er bloaz-mañ e vo dalc'het Tro menez Are e Plouneour-Menez ; evel kustum e vo da Yaou Bask, d'ar 25 a viz Mae an taol-mañ, neuze.

Un digarez da dremen un devezh yac'hus

Pep hini a gavo e walc'h a blijadur : ar re a gustum bale kalz hag alies, evel izili an FFRP (Fédération française de randonnées pédestres) a sikour da gempenn ar gwenojennoù ha da aozañ an devezh bras gant kantadoù a dud a youl vat ; ur gwir devezh sport e c'hell bezañ eta, ha lod a zeu abred da vont gant an troiadoù hirañ. Ar re all avat o deus un digarez da dremen un devezh yac'hus, pa n'eo ket bemdez ez a an dud da vale... da vat ! Pep hini hervez e c'hoant, e nerzh hag e lusk a gemer penn an hent : c'hwech troiad a vez, etre 6 ha... 40 km.

Loc'hañ a c'heller adalek 7 eur 30 mintin, goude bezañ bet dibabet un troiad, kemeret ur gartenn, ur frouezh, ur gartenn baleer hag un tiked da gaout ur banne evit netra. War an hent eo e servijo : e lec'hioù zo ez eus tavarnioù gant sonerien ivez, evit kaout dour pe brenañ evajoù tomm pe yen, pe c'hoazh boued buan. Gant ar gartenn baleer e vo roet deoc'h en distro skritell TMA 2006, ur prof, un tamm hag ur banne, da c'hortoz ar fest-noz digoust evit ar valeerien.

N'eus nemet d'an devezh-se e c'heller mont gant hentoù treuz Tro menez Are, peogwir e vez roet un aotre ispisial gant ar re a vez perc'henn war an douaroù treuzet, lod eus ar gwenojennoù o vezañ difraostet ha digoret a-ratozh ; loened gouez a c'heller gwelet ivez pa ziwaller mat da chom hep ober trouz.

Kaerder ar vro hag ar glad a-hed ar c'hantvedoù

Pa'z eus bet savet taolioù-maen ha peulvanoù, tiez, pontoù, kalvarioù pe ilizoù eo gant doujañs evit ar pezh a gaver tro-dro : traoù zo a seblant bezañ diwanet eno drezo o-unan, er memes mare hag ar gwez. Glas ar vro gant lanneier divent, kleuzioù brav, parkeier ha koadeier, hag e

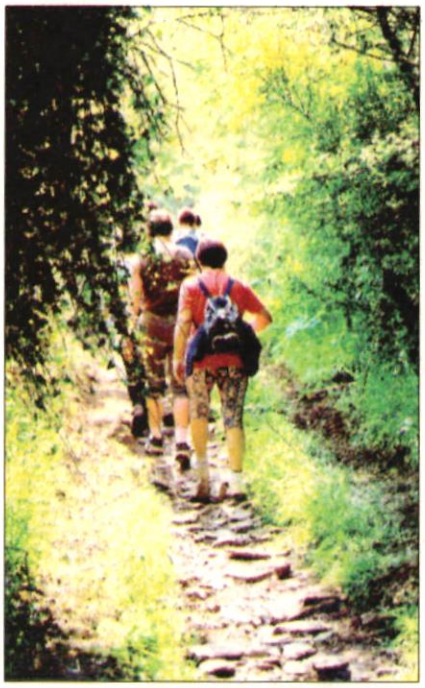


Foto Loeiz Bloñs.

Tro menez Are e 2001...

kreiz tout e weler keriadennoù bihan, tiez gwiaderien ha kanndioù eus ar XVI^vet^ pe XVII^vet^ kantved (e bro al lin emaomp ivez), poulloù-kannañ, feunteunioù, fornioù, toulloù maenglas... hag ur c'hastell, hini Pennc'hoad ; 26 kroaz pe kalvar a gaver ivez war dachenn ar barrez, an hini koshañ o vezañ eus tro 1540.

Er bourk, e iliz Sant-Erwan, eo bet lakaet relegoù sant Eneour, sañset. E bro ar c'hlozioù iliz emaomp ivez, setu ma kaver tro-dro d'an iliz ur c'halvar hag ur volz a enor, e kreiz an tiez mod ar vro ; kaer-tre eo bourk Plouneour.

E 1132 e oa bet savet abati sistersian ar Releg, en un draonienn e-kichen stivell ar C'hefleut. Ur c'hornad sioul ha didro e lec'h ma vez aozet bremañ abadennoù sonerezh ha kan, diskouezadegoù ha baleadegoù. Nepell alese, feunteun an Tri Eskop a verk harz boutin eskoptioù Kerne, Leon ha Treger.

Un tamm eus istor, mojennoù ha yezh ha sevenadur bev ar vro a vez lakaet war wel da geñver Tro menez Are ivez, a zo ur gouel vreizhek anezhi da vat.

N'eo ket echu !

N'eo ket echu an devezh gouel goude ar valeadenn, rak er bourk e kinnig an aozerien reiñ deoc'h da arvestiñ abadennoù a vil vern : muzik, kan pe stalioù a bep seurt, ur marc'had « bio » ha boued da heul... Fest-noz a vez ivez da glozañ (gant Re an Are, Breizh Brothers...). Ur spered gouel, plijus ha dibres a vo er bourk neuze, en distro, dindan heol miz Mae !

Tabut zo bet da c'houzout peseurt kumun 'oa an hini uhelañ, hag embannet sifroù nevez : ar Roc'h Ruz eo menez uhelañ Breizh, Iorc'h ha fouge tud Plouneour... Trawalc'h eo gouzout forzh penaos e vimp an tostañ posupl eus an oabl, eus an neñv... Evit an trede gwech eo e tremen Tro menez Are war dachenn Plouneour-Menez, ha pedet eo bet gant tud ar vro o-unan, startijenn ganto... Deuet mat e vioc'h !

Lavarenn mod nevez : « Roc'h Ruz, toenn ar vro, E Plouneour, plijadur 'vo ! »

Fulup Plouzane

Titouroù pleustrek :

Digor an enskrivadurioù *etre 7 e 30 mintin ha 4 e 30 goude merenn.*

Prizioù *: 8 € (tud deuet)/7 € (strolladoù, FFRP)/4 € (bugale 12-15 vloaz)/digoust dindan 12 vloaz.*

Marc'hadmatoc'h eo *: 7 € (tud deuet)/3,5 € (krennarded) ma'z oc'h enskrivet en a-raok, o kas ul lizher gant ho chekenn da Tro menez Are, An Dourig, 29450 Kommanna.*

Fest-noz hepken *: 5 €.*

Titouroù *er 02 98 24 13 87 ha war http://tromenezare.free.fr.*

Ar Romed

Kenel strewetañ Europa

Dek milion a dud a yafe d'ober kenel ar Romed en hor rannved, met biskoazh n'eus bet savet an disterañ riez ganto, petra bennak e oant erruet eus India ouzhpenn ur milved 'zo. Seul bouezusoc'h eo ar stourm evit degas gwirioù dezho ma vezont lakaet da bariaed er c'hornadoù ma vezont niverus, gant kalz anezho ul live bevañ par da hini tud an Trede-Bed. Ur statud diforc'hus a zo da c'hounit evito e framm Unaniezh Europa moarvat.

Tennañ a ra yezh ar Romed d'ar re kaozeet en India an hanternoz. Boutin eo ouzhpenn an hanter eus ar c'heriaoueg diazez etre ar romeg ha yezhoù all deuet eus ar sanskriteg, evel an hindieg. Diskennidi da repuidi brezel eus Rajasthan eo ar Romed, ar G/Kshattriyaed, erruet e Gres e-kerz an IX^{vet} kantved, hag a zeuas d'en em strollañ ganto ar Rajputed er XIII^{vet} kantved. Ne voent ket pell oc'h en em strewiñ dre Europa, eus ar mor Atlantel betek Rusia. *Romane Chave* a reont eus o c'henel, da lavarout eo « Mibien Ram », unan eus tudennoù ar veurzanevell *Ramayana*.

Aet da nomaded en desped dezho

N'eo ket bet dibabet an nomadegezh gant ar Romed en Europa. Rediet e oant bet da vont gant an hentoù dre ne asante ket kumuniezhoù all Europa fiziout enno kefridioù padus. Ar micherioù lezet dezho eo a lakae ar Romed da vont eus an eil bourc'h d'eben. Berr e veze peurliesañ an hentoù e oant kustum da vont ganto. Tud divonedus e teuas da vezañ kalz anezho pa voe lakaet kemm e reolennoù ekonomikel o endro. Skeudennet e vez prantad ar bale bro gant ul liv re vrav hiziv an deiz e spered ar Romed. Mareoù kriz o doa bet da vevañ koulskoude. A-viskoazh e oant bet gwallvrudet. Skarzhet e vezent er-maez eus lod tiriadoù. Sklavelaet e vezent e lec'hioù all zoken, pe gaset e vezent d'ar galeoù evel ma voe divizet da vare Loeiz XVI e Frañs. Ur seurt tud da zistruj, par d'ar Yuzevien, e voent ivez evit an Nazied ha kantadoù a viliadoù anezho a voe falc'het er c'hampoù-bac'h (ul lazhadeg a voe graet *samudaripen* anezhi).

Ur stumm unvan ha modern evit ar yezh

Lavaret e vez alies e vefe an div drederenn eus ar Romed evit ober gant o yezh hiziv an deiz, da lavarout eo tost da eizh milion a dud. Studiadennoù a laka koulskoude da gompren ne chom nemet ur milion hanter a Romegerien, hag e koll ar yezh he nerzh er yaouankizoù. En em stummet ez eus parlantoù diforc'hus ouzhpenn-se o veskañ ar romeg gant yezhoù all, evel ar *sinto* en Italia pe en Alamagn hag ar c'h/*calo* e Spagn. Studiet pizh eo bet ar romeg gant lenneien e-pad eil hanterenn ar c'hantved a zo o paouez echuiñ. Roet ez eus bet dezhañ ur stumm unvan ha modern a c'hell ober gantañ ar braz eus ar Romegerien. Savet ez eus bet evel-se nevez 'zo ul lennegezh romek. Hiviziken e vez stummet tud evit kelenn yezh ha sevenadur ar Romed e meur a vro.



D.R.

Bugale rome.

An difred hag an dienez

Bez ez eus 80 % eus Romed hor rannved o vevañ e broioù ar Reter aet nevez 'zo en Unaniezh Europa hag er re a zo da zont enni dizale. Krakvevañ a reont enno e derezioù izelañ ar gevredigezh. Gouzañv a reont gwallefedoù rakvarnioù gouennelour. Klasket en doa maer ur gêr eus Slovakia, da skouer, sevel ur voger evit troc'hañ an darempred aes etre ar c'harterioù ma vezent lakaet da lojañ hag ar re all. Kalz krisoc'h ez eus bet lod Slovakiz en o c'heñver. Lakaet ez eus bet roet da c'houzout gant ur studiadenn embannet e 2003 e oa bet goanac'het maouezed eus o c'humuniezh dre heg. N'eus ket da souezhiñ o kompren eo aet uhel feur an dilabour e-touesk Romed ar broioù-se. Ouzhpenn 80 % anezho a zo difred e meur a gornad. Dre chañs evito e vez goulennet digant riezoù ar Reter doareañ o lezennoù evit mont en Unaniezh Europa. Rediet e vez ar re-se hiviziken da ginnig politikerezhioù efedus evit diskar an diforc'hidigezhioù feukus en o c'hevredigezh. Degas a ra Unaniezh Europa skorennoù evit gwellaat stad sokial ar Romed.

Un aozadur liesbro evit ar Romed

E 1971 en em vodas Romed e Londrez evit ijinañ o framm politikel dezho. Savet e voe ganto Unaniezh Liesbro ar Romed (URI). Dibabet e voe ur banniel (ur vandenn c'hlas hag unan wer a-led, gant ur rod-karr ruz er c'hreiz, ur rod-karr a laka da soñjal en unan eus re o roulotennoù kozh, met ivez en Ashoka India) hag ur c'han broadel (*Gelem, gelem*). Stummet e voe bodadoù labour war dachennoù liesseurt. Petra bennak ez eus bet dastumet lusk gant an aozadur-se abaoe an emvod kentañ ne c'heller ket lakaat e bennoù da gannaded ar genel Rom en he fezh. Anat eo n'eo ket aes ijinañ ar geodedouriezh a c'hellfe bezañ asantet gant ur genel boaz da vevañ a-strew e broioù disheñvel. Goulenn a ra an URI digant Unaniezh Europa ober eus ar genel Rom ur genel hep tiriad gant he statud dezhi. Evel-just n'eo ket jakobined Frañs evit asantiñ d'un hevelep kinnig. Pa vez da gaozeal diwarbenn ar Romed en aozadurioù ar Republik e vez graet « Tud ar veaj » anezho petra bennak n'eus ket kalz anezho evit kenderc'hel gant ar vuhez nomad ha ne c'heller ket o meskañ gant an holl dud lakaet gant o micher da vont eus an eil kêr d'eben.

Paol ar meur

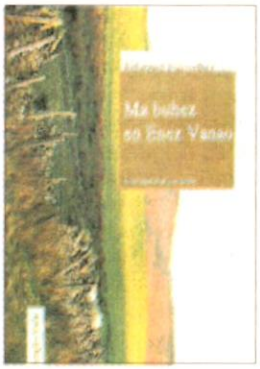
Les Roms, une nation non territoriale.

Du ha gwenn ha plas da lenn...



Tri levr nevez embannet gant Emgleo Breiz

Un adembannadur eo al levr kentañ : **Ar Vastardez** gant Yann-Vadezour Lagadeg. Istor mamm ur « vastardez » hag hini ar vastardez eo. E Bro Leon e lodenn gentañ ar c'hantved tremenet... Brav eo brezhoneg Yann-Vadezour Lagadeg. Meur a-wech eo bet roet e levr da zanvez studi da skolidi Diwan. 13,50 euro an tamm.



Troidigezhioù diwar ar manaveg eo an eil oberenn : **Ma buhez en Enez Vanao** gant Edward Faragher troet gant Patrick Le Besco. Manaveger a-vihanik e oa Edward Faragher. Marvet eo bet e Manchester e 1907. An eñvorennoù, an istorioù berr, ar barzhonegoù hag al lizhiri a gaver amañ a zo un testeni eus buhez ha sevenadur an dud vunut en naontekvet kantved war an enezenn. 16,90 euro ar skouerenn.

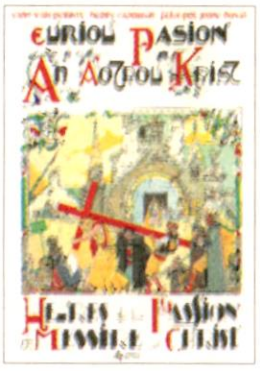
Ur studiadenn a-feson eo an trede levr tennet an danvez anezhañ eus labour mestroniezh Yann-Envel Kervoas : **Al Levriou e brezoneg evid ar vugale**. Renablet en deus Yann-Envel 628 titl abaoe penn kentañ an ugentvet kantved. Ul labour a-bouez eo dija... Kavout a reer ouzhpenn avat : ur studiadenn war an embann levrioù brezhonek evit ar vugale (eil lodenn al levr) ha goude, en trede lodenn, ur studiadenn war danvez al levrioù kinniget d'ar vugale. Piv, petra, penaos, gant peseurt diaesterioù ? Ma klaskit respontoù, e kavoc'h kalzik e levr Yann-Envel Kervoas. 17,50 euro an tamm.



***

Euriou Pasion an Aotrou Krist

Resevet hon eus ul levr hag a seblant bezañ deuet eus an amzer dremenet. Pa lenner anvioù an aozerien, Yann-Vari Perrot, Herry Caoussin ha Félix-Pol Jobbé-Duval, e soñjer emeur o veajiñ en amzer... Soñjet oa bet moullañ ar Basion-se, bet renevezet gant an Aotroù Perrot e 1926 diwar an testennoù kozh, e 1943... Dont a ra er-maez bremañ. Ur bern traoù iskis a gaver el levr : disklêriet eo bet hervez lezenn e 2000, menegiñ a ra ur sikour digant Skol-Uhel ar Vro na ro sikour ebet ken abaoe pell zo, lakaet eo ar priz e lurioù gall (90) hag en euro (13,72) met kavout a reer ur ger digeriñ gant an Aotroù Lucien Fruchaud, eskob a-vremañ Sant-Brieg ha Landreger. Skrivet eo e KLT.



Un diell deuet da vev en ur stumm. Kinniget brav eo. Un tamm disurzh, koulskoude. Tresadennoù Jobbé-Duval zo kaer en o doare. Kavout a reer ton pep kan. Ur pennad bihan a c'haller lenn er fin a-zivout pep oberour. Diaes eo burutellañ un oberenn evel-se, kaset da benn gant Yann-Vari Caouissin, rener an ti-embann (Brittia) hag e c'hoar Rozenn-Meïr e koun o zad hag e vestr speredel. Da bep hini d'ober e soñj. Ma fell doc'h kaout titouroù, skrivit da Rozenn Caouissin-Benoit, ru Jean-Marie Le Gall – 29300 Kemperle.

Herve Lannuzel

Niverenn 354

Bras eo plas an danevelloù en niverenn, 90 pajenn a zo gouestlet dezho. Endev e kont hini Maguy Kerisit (*Ar Follezed*) 44 fajenn. Istor div vaouez eo, a zeu a-benn da wellaat o zonkad gant o mignoniezh. Diwar dorn Tudual Audic eo ur skrid da heul (*Bezhin*) : istor un den a zo e vakañsoù war an aod e Breizh, a lez e wreg d'ober an holl labour hag a zo darbet dezhañ en em veuziñ dre m'eo stank ar goumon pa ya da gouronkañ. Lodenn ziv *Liñvadenn Kastellaodren* a ginnig Herve Gouedard, un den pennañ en danevell, zo un danvez beleg, gloazet grevus gant ur marc'h, hag a zo kondaonet d'ar marv 20 vloaz diwezhatoc'h abalamour d'ur muntr (pehini, ne ouzer ket) : un deirvet lodenn eus an istor a vo kinniget gant *Al Liamm*. Frank Bodenes en deus savet *Ar C'hoarzh-ered* : an haroz hag e c'hoar a zo taget e pep lec'h, en iliz zoken, gant ur c'hoant c'hoarzhin. E *Roz ar memor* e adteu hec'h eñvorioù, goude bezañ kutuilhet ur rozenn, pezh he doa graet pell 'zo a-raok kouezhañ en ankounac'h (troidigezh gant Alan Botrel). Soaz an Tieg he deus skrivet ur pennadig diwar-benn Yann-Vari Derrien. Herve Latimier a varn levrioù : *Suffer Little Children*, *The Subtle Serpent*, gant Peter Tremaine ; *La Vérité de Qumrân*, gant Neil Asher Silbermann ; *Qumrân II, Le Rouleau de la femme*, gant Eliette Abécassis ha Pierre Makyo ; *The Grim Reaper*, gant Bernard Knight ; *France, la réforme impossible*, gant Nicolas Tanzer ; *Un Breton redécouvre la Bretagne*, troidigezh levr Roparz Hemon.

N'eo ket puilh an notennoù en taolmañ. Dav eo menegiñ pennad-digeriñ Tudual Huon, a en em c'houlenn hageñ n'eo ket re ziaes yezh *Al Liamm*, rak ne seblant ket dedenniñ kalz reoù yaouank ; abaoe 30 vloaz e teu ermaez ar gelaouenn.

Evel boaz e kaver barzhonegoù (*Me'garje* gant Herve Gouedard, *Eostig* gant Jil Boucherit).

Un niverenn dedennus a-benn ar gont, ha ne gavan ket re ziaes da lenn.

Marzhin Grogenneg



Sport Breizh

Le sport réunifie la Bretagne

LA PETITE EQUIPE des Editions Bretagne Midi, société éditrice du nouveau magazine *Sport Breizh* publie ce mois-ci son deuxième numéro. Après un dossier sur le cyclisme breton dans son numéro de lancement, le nouveau magazine du sport breton se met déjà à l'heure de la Coupe du monde de football qui débute le 1er juin prochain en Allemagne. *Sport Breizh* quitterait-il déjà sa « niche » de revue régionale pour se tourner vers les grands évènements internationaux, pour faire comme « les autres » ? Non. Ses journalistes se sont aperçus que pas moins d'une dizaine de joueurs étrangers qui vont participer au Mondial 2006 évoluent dans les clubs bretons ! « Cela valait bien un dossier complet, exhaustif comme nous voulons le faire à chaque numéro », indique Sébastien Rochard, jeune journaliste, originaire d'Angers et sorti de l'école de journalisme de Toulouse il y a tout juste un an qui a pu signer son premier contrat à durée indéterminée à *Sport Breizh* en janvier dernier.

Ainsi ces joueurs de Bretagne qui vont participer au Mondial ne sont pas français, sauf le Nantais Mikael Landreau, troisième gardien de l'équipe de France. « Il y a trois Suédois, un Suisse et un Ghanéen évoluant à Rennes. Il faut ajouter deux Ivoiriens dont un, Emerse Fae, est un pur Nantais né dans le quartier de Malakoff près du vieux stade Marcel Saupin. Il y a trois Togolais. Deux jouent au Stade brestois et un autre à En Avant de Guingamp. Et s'ils ont gagné leur ticket pour la Coupe du Monde, c'est peut-être parce qu'ils s'épanouissent complètement en Bretagne. Dans ce même numéro, nous faisons aussi le portrait de Hajnalka Kiraly-Picot, une championne d'escrime hongroise qui est venue vivre du côté de Rennes et qui a pris la nationalité française par amour d'un Breton. C'est cette Bretagne qui me plaît. Cette Bretagne ouverte sur le monde, cette Bretagne accueillante. J'ai l'impression que, sur les terrains bretons, les insultes des spectateurs à l'égard des joueurs de couleur sont moins nombreuses qu'ailleurs. Alors *Sport Breizh* continuera à ouvrir ses pages à ce type de reportage », explique Albert Le Roux, rédacteur en chef de la revue.

Tiré à 40 000 exemplaires, le premier numéro a, semble-t-il, reçu un vrai succès d'estime auprès du public breton. « Nous attendons les chiffres de vente du premier numéro tout début juin. Nous croisons les doigts, mais vu le nombre d'appels de sympathie, les nombreux e-mails de félicitations, nous sommes confiants pour la suite. Nous jouons à fond la qualité dans l'écriture, dans l'iconographie, en faisant appel à une agence de photographes professionnels, Ouest Médias, basée à Nantes comme nous. Je pense aujourd'hui que la solution pour la presse payante, face à Internet et aux journaux gratuits, c'est d'offrir un produit qui a une approche originale, qui a du fond et une belle mise en page. C'est ce que nous essayons de faire », poursuit Albert Le Roux.

Sport Breizh a choisi comme zone de diffusion et territoire d'investigation, la Bretagne entière. Selon les premiers sondages réalisés auprès des diffuseurs de presse, la revue se vend aussi bien dans Loire-Atlantique que dans les quatre autres départements bretons. Et Albert Le Roux de rajouter : « C'est une bonne preuve que notre département est bien breton. D'ailleurs le monde sportif du 44 joue également le jeu, en nous ouvrant toutes grandes leurs portes. Lorsqu'on discute avec les dirigeants, ils sont nombreux à dire qu'ils aimeraient autant voir leurs comités départementaux affiliés aux ligues et comités régionaux bretons. Un match FC Nantes - Le Mans en football, cela n'a pas la même saveur qu'un derby breton Nantes - Rennes ! »

R. L.

la bretagne agricole

Depuis mars 2005, la presse bretonne s'est enrichie d'un nouveau titre : *La Bretagne agricole*. Henri Daucé, membre du comité de rédaction, nous présente le journal : « *La Bretagne agricole*, mensuel des paysans bretons, est l'aboutissement d'un projet porté collectivement par des paysans de quatre départements bretons et des acteurs du monde rural, proches de la Confédération paysanne, qui ont, ensemble, constitué le comité de rédaction. La création de ce mensuel répond à plusieurs objectifs. Premièrement, mettre en place un espace d'information et de débat sur l'agriculture bretonne, avec la prise en compte de la dimension de plus en plus régionale des enjeux agricoles locaux. Deuxièmement, donner la parole aux acteurs de cette agriculture bretonne, en particulier aux paysans. Troisièmement, faire mieux connaître les réalisations novatrices et porteuses d'un développement durable de l'agriculture en Bretagne. Ce mensuel s'adresse bien sûr à tous les agriculteurs de Bretagne, actifs ou retraités, mais aussi à tous ceux qui s'intéressent à l'agriculture régionale et à l'avenir de ses paysans. »

Au sommaire du dernier numéro : un dossier sur les Cuma en Bretagne : « Près d'un agriculteur breton sur deux adhère à une Cuma. » De vrais problèmes sont présentés : agriculture intensive ? Agriculture durable ? « On n'a pas, en tant que mouvement, à faire ce choix. On peut trouver dans la même Cuma un pulvérisateur automoteur et une herse étrille »…

Un regard d'ensemble sur l'économie agricole bretonne, des réflexions et des propositions pour promouvoir une agriculture durable et respectueuse de l'environnement en Bretagne, l'UDB ne peut que se réjouir d'une telle démarche. Nous déplorons cependant que seul le territoire de la Bretagne administrative à 4 départements ait été retenu par l'équipe du journal. Pour l'UDB, toutes les réflexions et analyses économiques concernant la Bretagne doivent inclure le département de la Loire-Atlantique.

Le Peuple breton souhaite cependant longue vie et bonne route à *La Bretagne agricole*.

Herve ar Gall

Vers la paix au

L'organisation clandestine Euskadi'Ta Askatasuna (Patrie basque et liberté) a annoncé le 22 mars dernier « un cessez-le-feu permanent » à partir du 24 mars 2006. Cette décision attendue marque un tournant très important dans l'histoire du Pays Basque et de l'Espagne. Le PB fait le point sur la question.

D.R.

Près de quarante ans d'actions violentes

ETA fut créée en juillet 1959, à une époque où la dictature franquiste était toujours aussi implacable. En 1962, ETA se définissait comme une « organisation clandestine révolutionnaire ». Elle eut des contacts avec d'autres mouvements nationalistes ou autonomistes d'Europe de l'Ouest. En 1968, ce fut la première action mortelle contre un garde civil et, en août de cette même année, Manzanas, un commissaire de police responsable de tortures, fut abattu. Mais c'est surtout l'attentat spectaculaire, en 1973, contre l'amiral Carrero Blanco, successeur présumé de Franco, qui rendit célèbre l'ETA.

À partir de 1974, ETA se divisa en deux branches, l'une militaire, privilégiant les actions violentes, et l'autre politico-militaire, donnant plus d'importance à l'action politique, cela au moment où l'Espagne passait de la dictature à une monarchie parlementaire accordant des droits importants aux régions et aux nations d'Espagne. En 1976, « ETA poli-mili », privilégiant la voie politique, participe à la création d'Euskadiko Eskerra (Gauche basque). Mais en 1977, les commandos spéciaux d'« ETA polimili » rejoignent l'ETA militaire. Cette évolution suit celle du Sinn Féin et de l'IRA en Irlande, qui se divisent en 1969 entre « officiels », choisissant la voie politique, et « provisoires », maintenant la lutte armée. En 1982, des pourparlers eurent lieu entre le gouvernement espagnol et Euskadiko Eskerra pour mettre fin aux violences ; une amnistie fut accordée aux membres d'ETA. ETA « poli-mili » se dissout, ses membres abandonnant l'usage de la violence. Mais ETA (militaire) fait assassiner ceux qui acceptaient l'amnistie.

Après cet échec, ETA va organiser des attentats meurtriers à la voiture piégée contre la garde civile et la police, mais aussi contre les civils, comme l'attentat dans un centre commercial à Barcelone en juin 1987, qui fit 21 morts. Des membres présumés ou des sympathisants d'ETA furent victimes, au sud comme au nord, des Groupes antiterroristes de libération (GAL), créés par des fonctionnaires espagnols sous le gouvernement de Felipe Gonzalez : de 1983 à 1987, 27 personnes furent ainsi assassinées ! Les membres d'ETA arrêtés étaient toujours victimes des tortures les plus cruelles. Ces attentats du GAL et ces tortures créèrent un engrenage de répression et d'attentats qui paraissait justifier l'idée d'une guerre entre le Pays Basque et l'État espagnol. Une trêve unilatérale fut cependant observée par ETA à partir de septembre 1998 et rompue en novembre 1999. ETA s'en prit alors aux élus, intellectuels et policiers basques considérés comme des traîtres, mais aussi aux militaires ou aux dirigeants politiques du PSOE (Parti socialiste espagnol) ou du Partido popular (droite espagnole). Cependant, depuis mai 2003, il n'y a eu aucun attentat meurtrier et les dernières actions d'ETA au début de cette année ont été qualifiées de « basse intensité ». Au total, les attentats attribués à ETA ont fait plus de 800 morts (dont 58 % de policiers ou militaires).



AP Photo/APTN.

Vidéo de la conférence d'annonce du cessez-le-feu de l'ETA.

Vers le cessez-le-feu permanent

Depuis 2002, le gouvernement espagnol réprime les organisations basques considérées comme proches d'ETA : interdiction du parti Herri Batasuna, d'associations, de journaux ou de radios. Cela a redonné une certaine vitalité à l'ETA, sous la forme de la *kale borroka*, la guerre des rues, menée par les jeunes. Les nationalistes radicaux accusent le gouvernement espagnol d'empêcher le développement d'une voie politique en s'en tenant à la répression.

Dans le même temps, les polices française et espagnole procèdent à de nombreuses arrestations de membres des commandos d'ETA, ce qui désorganise l'organisation dont les actions diminuent et qui connaît une crise après 2002. Dans les rangs de la mouvance radicale, des personnalités et de nombreux militants se prononcent pour l'abandon de la violence. Certaines tendances, comme Aralar ou Zutik, quittent Herri Batasuna.

L'exemple de l'Irlande du Nord, où le Sinn Féin participait à une solution négociée, n'est pas sans influencer l'évolution des nationalistes radicaux, comme celle du gouvernement espagnol du socialiste Zapatero. Arrivé au pouvoir, celui-ci fait voter en mai 2005 aux Cortes un texte acceptant d'ouvrir des négociations avec le mouvement basque, dès lors qu'il annoncerait l'arrêt de la violence ; seuls les députés du PP votent contre. Puis, en février dernier, des rumeurs de cessez-le-feu circulèrent, mais, dans un communiqué du 18, ETA, tout en invoquant les vertus du dialogue, refusait de faire ce pas attendu qui a eu lieu le 22 mars.

Pays Basque

La trêve de 1998 avait été le fruit d'une négociation secrète, entre le Parti nationaliste basque (PNV) et ETA ; mais une rencontre en Suisse entre ETA et des délégués du PP en mai 1999 avait tourné court. Cette fois, les négociations ont eu lieu entre ETA et des émissaires du gouvernement espagnol en Norvège, en Suisse, à Paris et en Guipuzcoa. Zapatero a bénéficié de conseils d'experts britanniques, voire de Tony Blair lui-même, ETA étant assistée de son côté par deux membres de l'IRA.

La situation est aujourd'hui différente de celle de 1998. Il n'y a plus d'entente en Euskadi entre le PSOE et le PNV. Le plan Ibarretxe de « libre association » d'Euskadi avec l'Espagne a été adopté par le Parlement basque avec le soutien de Batasuna. Contrairement à la déclaration de trêve de 1998, ETA ne parle pas de la création d'une institution unique et souveraine regroupant les sept provinces basques, ni de l'autodétermination, mais précise en annonçant le cessez-le-feu permanent que « l'objectif de cette décision est de lancer un processus démocratique en Euskal Herria pour édifier un nouveau cadre au sein duquel soient reconnus les droits qui nous reviennent en tant que peuple et assurant pour l'avenir la possibilité de développement de toutes les options politiques ».

Le gouvernement espagnol s'est félicité qu'ETA ne pose pas de conditions « autres que démocratiques », ne faisant pas mention notamment du sort des 700 prisonniers basques dispersés dans de nombreuses prisons, souvent très loin de chez eux. Le 22 mars, Zapatero a tenu à préciser qu'« après tant d'années d'horreur et de terreur, le processus sera long et difficile ». Seul le PP a considéré la décision d'ETA comme une simple « pause ».

Et maintenant ?

Le 25 mars, Zapatero a déclaré qu'il ouvrira une négociation avec ETA après avoir vérifié le sérieux du cessez-le-feu. Il entend demander en juin prochain l'aval des députés espagnols pour négocier. Il rendra alors publique une feuille de route. Il bénéficie du soutien de nombreux chefs d'État européens, ainsi que des Espagnols qui à 80 % estiment que Zapatero doit chercher le dialogue avec ETA et à 86 % souhaitent que le PP apporte son soutien à cette démarche. C'est ce qui s'est produit le 28 mars, où Rajoy, dirigeant du PP, a déclaré après avoir été reçu par Zapatero : « J'ai offert au président du gouvernement mon soutien et celui de mon parti pour traiter avec ETA, en mettant de côté nos différences idéologiques et partisanes. »

L'internationalisation de la négociation n'est pas à exclure (en vue du désarmement d'ETA ?), après la rencontre le 7 avril avec le Premier ministre norvégien, suivant celle avec Kofi Annan qui s'est dit pleinement disponible pour aider au processus de paix.

Le cessez-le-feu a pris effet le jour de la comparution devant l'Audiencia nacional à Madrid d'Arnaldo Otegi, dirigeant de Batasuna. Si celui-ci a été libéré comme prévu, ainsi que d'autres dirigeants (contre une rançon très élevée), le même tribunal a interdit le meeting que Batasuna voulait tenir à Saint-Sébastien. Cependant le procureur général de l'État a laissé entendre que le cessez-le-feu permanent d'ETA ouvrait la voie à la « relégalisation » de Batasuna. Si rien ne vient contrarier le renoncement à la lutte armée d'ETA, la formation indépendantiste radicale pourra participer aux élections municipales et « autonomiques » de 2007. N'oublions pas que les nationalistes radicaux n'abandonnent pas le but de la souveraineté d'Euskadi et qu'ils disposent d'un poids électoral important dans la population basque, ce qui a contribué aussi à leur décision et à l'attitude du gouvernement espagnol. Un rapprochement limité des prisonniers politiques pourrait avoir lieu…

En Navarre, une éviction prochaine du président conservateur de la communauté autonome permettrait une alliance entre socialistes et *abertzale* (patriotes). Il y a bien sûr le cas des trois provinces d'*Iparralde* (Pays Basque nord) sous souveraineté française. Avant et après l'annonce du cessez-le-feu permanent d'ETA, il y a eu un échange de visites entre chefs d'État et Premiers ministres français et espagnols. Et le 31 mars, la députée basque Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense, déclarait : « C'est dans la mesure où on se rendra compte dans l'avenir qu'il y a une réelle volonté de cessez-le-feu et une réelle recherche de solutions que tous les sujets pourront être abordés. Je dis bien tous les sujets. »

Une telle déclaration peut montrer que le gouvernement français prend en compte la volonté de paix au Pays Basque. Il est à souhaiter qu'une solution similaire soit trouvée en Corse à l'impasse de la violence politique. Cela supposerait, à l'exemple de l'Irlande et du Pays Basque, une réelle volonté politique d'en sortir de la part du gouvernement français, des responsables politiques corses et des mouvements clandestins de l'île.

Yves Jardin

Les adresses à utiliser

UDB

le parti d'une Bretagne autonome

Pour adhérer :
UDB — B.P. 80722
44007 Nantes cedex 01

Pour écrire :
UDB — B.P. 203
56102 Lorient cedex

Pour adresser un fax :
02.97.84.85.23

Site internet :
www.udb-bzh.net

Pour contacter les élus régionaux :
Groupe UDB-Gauche alternative, 13 C rue Franz-Heller
35700 Rennes cedex

CATALOGNE

Esquerra republicana de Catalunya (ERC) n'est pas prête à donner son blanc-seing à une version édulcorée du Statut

Pourquoi le parti qui avait fait de l'approbation d'un nouveau Statut pour la Catalogne son cheval de bataille montre-t-il aujourd'hui autant de réticences à demander aux Catalans de voter oui lors du référendum qui se tiendra le 18 juin prochain ?

POUR ESSAYER de comprendre cette situation, les lecteurs du *PB* se souviendront que le Statut avait été approuvé au Parlement catalan par une très large majorité (90 %). Ils se souviendront aussi des images d'une Catalogne unie qui se préparait à aller à Madrid pour parler d'une seule voix à « l'Espagne ». En effet, selon la Constitution espagnole, ce Statut doit être approuvé par le Congrès puis par le Sénat espagnols. On aurait pu concevoir alors que le gouvernement catalan allait envoyer le Statut tel quel à Madrid et que les partis ayant dit oui à Barcelone feraient bloc face aux attaques, non seulement du *Partido Popular* (droite) mais aussi de certains secteurs du PSOE (socialiste).

Il en fut tout autrement, au grand dam des élus de l'ERC. En effet, le PSC – les socialistes catalans – a commencé à présenter des amendements à son propre texte. Il s'agissait d'adoucir aux yeux des Espagnols le texte que ses représentants catalans avaient rédigé ! Certes, il faut savoir qu'une incroyable campagne anti-catalane a été orchestrée depuis le PP et la radio de la Conférence épiscopale espagnole (COPE) et que cette campagne risquait d'affaiblir le gouvernement de Rodríguez Zapatero.

De plus, on a vu la droite catalane d'Artur Mas s'en aller à Madrid négocier directement avec le gouvernement espagnol ce que devrait être le Statut, brisant ainsi à son tour l'union des partis catalans. Où était cette Catalogne unie, à laquelle le parti de Carod-Rovira, l'ERC, avait rêvé ? Comment parler d'union si les deux principaux signataires font cavalier seul et négocient séparément des modifications au texte original ? Pour l'ERC, ce n'était plus la Catalogne qui défendait ses intérêts à Madrid, mais chaque parti qui cherchait à maintenir ou gagner du terrain dans une démarche purement électoraliste. Avides de pouvoir, les héritiers de Pujol (droite catalane) ont ainsi préféré ébranler l'union tripartite du gouvernement catalan, qu'ils forment avec le PSC et l'ERC. À défaut d'élections anticipées, ils s'assureraient ainsi une place dans un gouvernement catalan d'un Maragall qui serait contraint d'accepter le départ d'ERC.

Dans le même temps, le PSC a laissé entrevoir ses propres contradictions internes. En effet, le courant de Maragall (fédéraliste) est ouvertement remis en cause par les « modérés » du parti, dits autonomistes (en Espagne, l'autonomisme est perçu comme une variante moderne du régionalisme) qui ne souhaitent qu'une chose, le départ d'ERC et pouvoir gouverner seuls, même en situation minoritaire. Pour ces autonomistes, l'union avec les indépendantistes d'ERC est le caillou dans le soulier, qu'on enlèverait ainsi grâce à un non de l'ERC au Statut lors du référendum.

De son côté, l'ERC n'est pas exempte de contradictions. Certains pourraient même penser que, malgré leurs déclarations réitérées de cohérence, ses *consellers* (ministres catalans) et députés ont du mal à gérer l'arrivée au pouvoir. Un peu comme si la gauche catalane cherchait à ménager le chou et la chèvre. Une visite sur le site Internet du parti permet de constater ces divergences. Pour Joan Puigcercós, député et secrétaire général d'ERC, c'est « un bon Statut pour une région d'Espagne, mais un mauvais Statut pour une nation européenne », car le texte définitif ne contient aucune référence à la création d'une agence fiscale catalane – qui percevrait tous les impôts et en reverserait une partie à l'État (modèle basque actuel). Rien non plus sur la gestion des aéroports catalans, sans oublier le retrait du terme même de « nation ». Mais, parallèlement à ces déclarations, d'autres pages montrent clairement des appuis au même texte (Dix bonnes raisons pour dire oui).



D.R

Le mouvement Tenim el dret de decidir *manifeste pour la nation catalane.*

Alors que fera l'ERC ? S'alignera-t-elle sur les organisations telles que la plate-forme *Pel dret de decidir* (Pour le droit de décider) ? Celle-ci regroupe un ensemble d'organisations civiques, d'associations, de mouvements sociaux catalans qui revendiquent la nation catalane. Après la manifestation du 18 février dernier contre le texte statutaire tel qu'il a été voté au Congrès espagnol, cette plate-forme proposa aux Catalans de glisser dans l'urne un bulletin où il serait écrit « Nous sommes une nation ». Le vote sera bien évidemment nul mais permettra de montrer l'ampleur (ou non) du mouvement citoyen en faveur d'un Statut catalan qui irait beaucoup plus loin. Il semblerait qu'ERC souhaite prendre le même chemin, au risque de provoquer une nouvelle crise dans le gouvernement catalan, car on imagine mal les deux *consellers* et le *conseller* en chef – tous les trois d'ERC – faire campagne pour le vote nul ou blanc alors que les autres membres du gouvernement catalan demanderaient le oui…

De notre correspondant
en Catalogne,
Philippe Liria

@ La Bretagne sur Internet

par Alain Cedelle
acedelle@yahoo.com

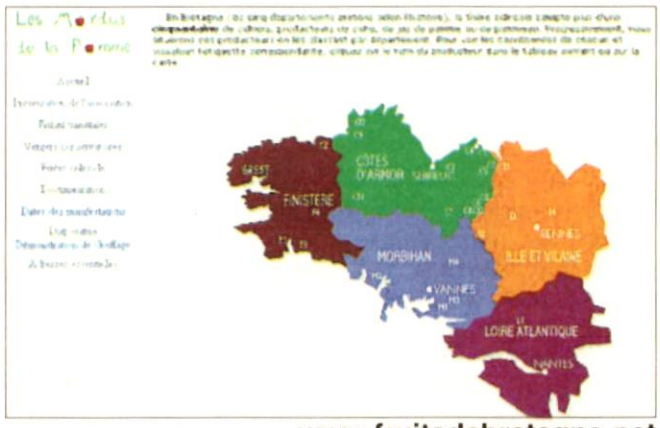
Dans la suite des boissons bretonnes, quelques sites dédiés au cidre, et à la pomme dans tous ses états.

Mordus de la pomme

Cette association de mordus se consacre à la promotion de la pomme. Son implantation géographique bretonne est centrée sur le pays de Rance, entre Dinan et Saint-Malo.

Le site présente une filière cidricole rassemblant une cinquantaine de producteurs bretons dont tous ne sont pas cidriers, tel Warenghem, de Lannion, qui produit des liqueurs et alcools de pomme.

Au travers d'une mise en page plutôt rudimentaire, on trouvera ici une riche information en matière de **pomologie,** la science de la pomme. Les variétés de pommes sont classées par catégories (douces, amères...). Une fiche donne les caractéristiques de chaque espèce. L'association recense également les vergers conservatoires pour les variétés traditionnelles les moins répandues.



www.fruitsdebretagne.net



Quelques diaporamas complètent ce site, on pourra y voir une démonstration de greffage, diverses festivités et de belles images de tonneaux, charrettes et chevaux.

Pour compléter l'information sur le cidre, on pourra consulter le site info-cidre (**www.info-cidre.com**), bien documenté sur le secteur cidricole, en France et dans les autres pays.



www.loicraison.fr

Loïc Raison

Dans un registre plus industriel, le cidrier Loïc Raison joue à fond l'image de la Bretagne pour sa promotion. Son site, d'une belle qualité graphique, met en valeur la région et sa culture. La langue bretonne est même utilisée pour les titres de rubrique. Cette initiative de la part d'un industriel de Domagné, dans le pays de Rennes, mériterait d'être plus souvent imitée. Un court lexique de breton est également proposé.

Outre la gamme des produits qui compte 15 sortes de cidres, quelques divertissements sont proposés, fonds d'écran ou recettes de cuisine.

Musées du cidre

Le cidre breton possède également ses musées. D'anciennes fermes ou cidreries témoignent des traditions de la vie rurale et continuent à produire un cidre selon les méthodes artisanales.

Le musée d'Argol est inclus dans le parc régional d'Armorique. Un verger biologique permet la confection de cidre bio dont 90 % est vendu en Allemagne.

En Morbihan, le musée " Le Hézo " (**www.museeducidre.com)** propose le même genre de produits culturels. Ces sites Internet ne sont que courtes présentations, sans entrer dans le détail ni proposer de vente en ligne.



www.musee-cidre-bretagne.com

Un jour avec... Entraide et

Rien ne prédestinait cette force de la nature à devenir éditeur, et encore moins en breton. Comment on articule communication, avec Skrid, et édition, avec Delioù, et comment on passe du gouren au livre : portrait d'un éditeur critique mais heureux.

Un long apprentissage

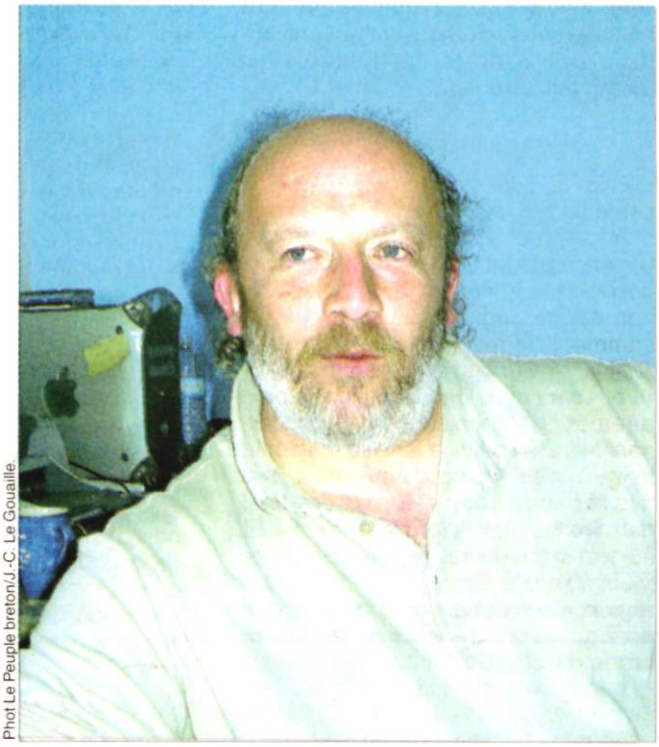
Non, il n'a pas « baigné dans le jus » bretonnant étant petit. Son père était militaire, du pays gallo, et sa mère fille d'un entrepreneur de maçonnerie brestois – et à Brest, c'est bien connu, on ne parle pas breton, on parle brestois ! Son premier contact avec la culture bretonne s'est fait par l'entremise du gouren. Ses parents étaient partis habiter à Plouzané quand il avait huit ans, et en ce temps-là, à Plouzané, pour le sport on avait le choix entre foot et gouren. Comme il ne se sentait pas un esprit de footballeur, il a choisi gouren. « Apparemment, dit-il, je me plais mieux dans un sport individuel, où je peux faire ce que je veux, quitte à subir tout de suite la punition de mes erreurs. Donc gouren à neuf ans. Notre équipe monitoriale était celle de Le Goarnig, Patrig ar Goarnig, ce qui fait qu'on était assez bretonnisés !... assez influencés en tout cas. J'étais en poussin dans le championnat de France de gouren où lui et tous ses cadets-juniors-seniors se sont assis au moment de *La Marseillaise*. Ça donne une idée de l'ambiance. Ce qui ne m'a pas fait être un Breton pour autant : j'étais avant tout un lutteur. »

À 23 ans, il rencontre sa future femme, qui, elle, s'intéresse beaucoup à la langue, et décide de l'accompagner aux cours du soir de breton. « J'ai été tout de suite moins bon qu'elle, dit-il, mais j'ai quand même continué sept ans, à l'Harteloire – c'était avant Sked –, et puis j'ai fait deux stages à Skaer avec KEAV, plus un petit stage avant à An Oaled, à Treglonou. »

Il apprend le breton, s'intéresse à la langue, à la culture, à la civilisation bretonnes et se prend de passion pour l'histoire, « surtout le Moyen Âge, toute cette période un peu trouble, de la Bretagne médiévale jusqu'à la Renaissance. Après, une fois qu'elle a été française, ça m'intéresse moins. » Avec l'histoire lui vient le goût des monuments anciens : « Par exemple, j'ai été chercher, dégotter des vieilles fontaines avec des inscriptions bretonnes dessus, des tumulus et d'anciennes fortifications aussi. Pour creuser, j'ai creusé ! Par exemple an Iliz kozh. J'étais loin d'être le chef, j'étais juste un creuseur. Mais, par chez moi, j'ai exhumé quelques fontaines, dont une où j'ai été très content, avec une inscription dessus, tout en breton. L'année, c'était 1700 et quelques... Il y avait le nom du gars, " la fontaine de X... ", même pas le seigneur du coin, peut-être plutôt le meunier qui s'était fait sa fontaine à lui, avec sa petite pierre pour dire que c'était à lui. Maintenant, j'habite un ancien presbytère de chapelle, avec une fontaine aussi... Et je lis beaucoup sur la question. »

Ernest-Anton

Filip a commencé sa vie professionnelle comme dessinateur industriel. Après cinq ou six ans, en même temps que dessinateur, il devient rédacteur, photographe. « C'étaient des boîtes industrielles de Brest, donc on travaillait beaucoup pour les militaires, c'était le marché local. De là, je suis parti dans une grosse société et j'ai pris le poste de chef du service documentation, où tous les métiers que j'avais appris étaient rassemblés. J'ai fait une quinzaine d'années là-dedans. J'ai appris à faire des livres. C'étaient des livres techniques, mais entre un livre technique et un roman... il n'y a que le texte qui change. L'essentiel est que ce soit bien réussi, dans les normes éditoriales. Au bout de quinze ans, j'avais fait le tour du métier, j'ai pensé que ça suffisait et j'ai décidé de m'installer à mon compte en communication. » Il s'installe à Plougastel et monte sa société, évidemment sans argent au départ : ayant, par honnêteté, démissionné, il n'a droit à aucune aide. C'est son tempérament, faire les choses franche-



Phot Le Peuple breton/J.-C. Le Gouaille

Filip Motais.

Chaque mois depuis 1969
armor
présente et commente
LA VIE BRETONNE
B.P. 90206
22402 LAMBALLE CEDEX

Filip Motais
fraternité

ment. « J'ai donc démarré Skrid en 2001, Skrid parce que c'est une société de communication qui passe par l'écrit, au départ. Pas d'audiovisuel, pas de sites Internet, on travaille vraiment dans l'écrit, l'iconographie et la graphie, voilà. Ce sont des langages qu'il faut savoir mêler pour faire des choses sympathiques. » Un jour, il a l'occasion de rencontrer un artiste, édité en France et qui souhaite se faire éditer en Bretagne et en breton. « J'ai regardé la BD qu'il me présentait, et j'ai décidé de la faire. C'était une BD " sociale ", anti-pognon, donc on a fait sa petite BD qui parle d'Ernest-Anton. C'est le premier livre qu'on a fait dans la maison d'édition, et puis, comme ça m'avait plu de travailler avec des artistes, du moins de faire quelque chose d'artistique, j'ai continué dans l'édition. Après on est passé à des livres pour les enfants. »

Investir dans la culture

Filip travaille cinquante heures par semaine, vit de son entreprise de communication et consacre une partie des bénéfices de sa SARL – et non pas association, il y tient – à la maison d'édition qui ne dégage pas encore suffisamment de revenus pour être autosuffisante. Sur les rapports entre culture et économie, Filip a des idées bien arrêtées : « Mon raisonnement concernant le travail dans la langue et pour la langue, c'est qu'on devrait tous être très liés entre nous, et ne pas envier et détruire les réalisations des autres. Et surtout qu'on devrait tenir un raisonnement à finalité économique pour notre région. Ce n'est qu'avec l'argent que nous arriverons à asseoir notre culture. Je suis un chef d'entreprise… Il faut dégager de la plus-value de façon à la réinvestir dans notre culture. Moi, je ne cherche pas à devenir riche, je cherche à faire en sorte que ma culture vive, que ma fille puisse continuer – et moi-même ! – à l'apprécier. Et donc avoir de quoi lire en breton, par exemple. Pour ça, il est préférable que j'investisse dans la culture et dans des artistes l'argent que je gagne, plutôt que de vivre, moi, comme un pacha. Voilà. Parce qu'au moins, demain, ma fille, je serai sûr qu'il y aura des peintres pour elle, des écrivains pour elle, il y aura des dessinateurs pour elle, parce que, ces gens-là, je les aurai fait vivre. Si je ne les fais pas vivre, ils vont foutre le camp ou ils arrêteront tout. Le pire, ce serait qu'ils partent, parce qu'un artiste endormi, tu peux le réveiller, mais un artiste parti, tu ne le fais pas revenir. Quand je dis " moi ", bien sûr, c'est à l'ensemble du secteur littéraire et artistique que je pense, évidemment, ce n'est pas ma petite personne, mais c'est chacun dans son coin – dont il ferait bien, en plus, de sortir. Et puis on est quand même un réseau, on se connaît tous plus ou moins. Or, je m'aperçois qu'on produit des tas de choses à côté de chez moi sans que tous ces gens-là aient pensé une fois à Skrid, ne serait-ce que pour faire un devis. Je ne prétends pas être le meilleur, mais pour le savoir il faut me demander. On n'a pas le réflexe d'aller voir nos partenaires naturels, qui sont dans la région et ont des idées proches des nôtres. Je trouve désolant qu'on n'arrive pas à entrer l'économie dans la pratique de notre culture. Il faudrait quand même penser que tout ça est lié : faire travailler les entreprises bretonnes, c'est injecter de l'argent dans l'économie bretonne, qui, en définitive, va servir à financer la culture. C'est comme ça que je vois les choses. »

La fraternité comme moteur

Filip est très critique quant à la mentalité des acteurs économiques de la culture, aux réseaux qui fonctionnent à sens unique, aux « militants bretons qui livrent notre économie à des entreprises non impliquées dans le sauvetage de notre langue (exemple : livres imprimés en Italie ou en Chine avec des subventions pendant que les Bretons restent au chômage, travaux apportés à des entreprises sans affinités bretonnantes) », aux ravageurs inconscients et bien-pensants de l'économie de la culture – telle certaine université mettant en péril les organismes de formation à la langue bretonne par des actions « grand public » inconsidérées, ou toutes les universités bretonnes qui veulent avoir chacune sa « formation aux métiers du livre » et qui envoient chaque année des dizaines d'étudiants au casse-pipe dans un secteur saturé. Mais c'est avant tout un bâtisseur qui professe que « l'avenir de Delioù, c'est d'éditer plus de livres chaque année, avec plus d'auteurs et d'artistes bretons (…) contribuer à ce que la littérature bretonne soit d'une diversité et d'une qualité équivalentes aux pays référents en cette matière (…) Et pour moi, personnellement, c'est de parler plus facilement et plus en profondeur notre langue ; c'est de garder cette volonté farouche de faire que notre pays soit plus breton pour nos enfants et qu'ils soient fiers et heureux de l'être, le tout dans un environnement dynamique et créateur ; c'est de prouver que mes rêves de bretonnitude constituent une espérance légitime et un avenir réalisable par le courage, l'endurance, le travail. J'ai une seule manière pour vivre ma vie, et cette manière s'appelle l'amour : celui que je donne et celui qu'on me rend. Notre patrie n'existe plus, à nous de créer notre fratrie ! »

Propos recueillis par
Jean-Claude Le Gouaille

Bulletin d'adhésion

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....

Rejoignez l'UDB !

A adresser à UDB, BP 80722, 44007 Nantes cedex 01, avec un chèque de 24 euro minimum.

Notre livre du mois

Les Seigneurs de la paix
Roger Faligot
Éditions du Seuil

On a souvent l'impression que le monde croule sous les guerres, les guérillas, les répressions. Pourtant, plutôt qu'aux faiseurs de guerre, Roger Faligot s'est intéressé aux bâtisseurs de paix, généralement beaucoup moins connus, et qui ont remporté, au cours des vingt dernières années, des succès importants.



Ces héros sont discrets mais obstinés. Leurs efforts s'étirent parfois sur une décennie ou plus. Une fois la paix en route, ils retournent à leur vie d'hommes modestes… C'était donc une gageure de vouloir raconter leur histoire. Seul un journaliste d'enquête, spécialiste des coulisses de notre époque, pouvait démêler cet écheveau, séparer les actions de paix véritables de celles destinées à la propagande, notamment du temps de l'URSS, où les mouvements de la paix étaient relativement téléguidés par les deux super-puissances pour affaiblir le camp adverse.

Le premier héros de la paix qui nous est présenté est l'Irlandais Sean Mac Bride, fils d'un patriote irlandais insurgé tué en 1916. À 17 ans, il rejoint l'IRA et participe à la guerre d'indépendance. Il quitte l'IRA en 1936, convaincu que seule la voie des élections et de la négociation est la bonne. Vice-président de l'OCDE, il co-fonde ensuite Amnesty International et agit efficacement pour la fin de l'apartheid et la réconciliation nationale en Afrique du Sud.

On retrouve ensuite un petit groupe d'intellectuels qui fait d'Oslo un havre de paix où négocient Palestiniens et Israéliens, et où s'amorce un processus malheureusement interrompu. Le groupe d'Oslo poursuit sa médiation à Ceylan, où la guerre civile entre Tamouls et Cinghalais fait rage.

On part ensuite pour Belfast où s'élabore progressivement un « adieu aux armes ». Outre John Hume, un « petit curé » joue un rôle important dans le processus, ainsi que d'anciens terroristes des deux camps…

Paradoxalement, ce sera beaucoup plus difficile et long en Euskadi. Les artisans de paix n'y ont pas un rôle facile, mais le processus s'enclenche finalement et bénéficie de la présence du socialiste Zapatero au pouvoir à Madrid, comme celle de Tony Blair et les dévolutions écossaise et galloise ont facilité la signature d'accords de paix en Irlande. Aleic Reid, l'Irlandais pacifiste, est venu s'installer à Bilbao pour contribuer à l'enclenchement du processus de négociation.

Une petite communauté chrétienne contestataire de Rome joue également un rôle important pour tenter des négociations sur le Pays Basque, l'Algérie, le Liban et surtout sur le Mozambique, où la paix revient après seize ans d'une guerre civile terrible.

Au Kosovo, en Amérique latine, des discussions sont amorcées, des projets de solutions aux conflits sont discrètement esquissés. Les hommes de paix sont souvent d'anciens combattants de l'un des camps en présence. Ils ont compris que le conflit ne mène qu'aux larmes. Ils imaginent une réconciliation dans la justice.

Ce faisant, l'auteur nous présente de façon claire nombre de conflits, avec leurs origines et leur évolution, les parties en présence, les blocages à la paix. Sa connaissance en profondeur du terrain nous rend compréhensibles des conflits jusque-là peu ou mal expliqués, comme la guerre civile du Sri Lanka, l'historique du Kosovo, la guerre interne algérienne ou le conflit du Guatemala. Et aussi les efforts d'individus, d'associations, d'ONG, de réseaux divers pour casser la spirale infernale de la destruction et de la mort. Des portraits très vivants, des anecdotes significatives contribuent à rendre la lecture aisée et passionnante.

Jean-Jacques Monnier

(Le Seuil, 426 p., 23 €)

Nous avons reçu…

et nous vous en parlerons si la place le permet :

- Danielle Gac – *J'y arriverai bien toute seule*, Coop Breizh, 12 €.
- Denise Morel, Marie-France Le Clainche – *Les Brodeuses de l'Histoire*, Coop Breizh, 19,50 €.
- Bernard Le Calloc'h – *Les Csángós de Moldavie*, Éditions Armeline, 12 €.
- Bernard Le Calloc'h – *Les Sicules de Transylvanie*, Éditions Armeline, 12 €.
- Pascal Bresson – *Guillaume Seznec. Une vie retrouvée*, Éditions Ouest-France, 10 €.
- Paul Burel, Nono – *Trop forts les Bretons*, Éditions Ouest-France, 13 €.
- Michel Renouard – *Histoire et civilisation de la Méditerranée*, Éditions Ouest-France-Histoire, 48 €.
- *Le Tour de Trégastel à l'aquarelle*, Office du tourisme et syndicat d'initiative de Trégastel, 28 €.
- Christian Querré – *La Falaise de Paimpol*, Éditions du 28 août, 7 €.
- Daniel Raphalen – *L'Odyssée de Port-Breton*, Éditions Les Portes du large, 20 €.
- *Littératures de Bretagne. Mélanges offerts à Yann-Ber Piriou*, PUR, 23 €.

✦ Le Temps des soutanes



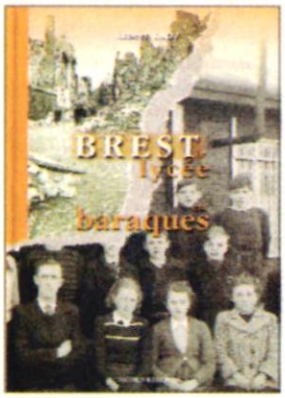
Il s'agit ici de la réédition en collection poche d'un ouvrage paru en 1993, écrit au tout début de la carrière de romancier de Louis Pouliquen, ponctuée depuis de prix littéraires. Roman autobiographique dans lequel il évoque le temps des soutanes, c'est-à-dire son passage au collège du Kreisker à Saint-Pol-de-Léon dans l'immédiat après-guerre.

Pour l'enfant de onze ans qui arrivait comme pensionnaire, la rupture était douloureuse. La nouvelle vie était rude, austère, la discipline rigoureuse. En sens inverse, cette épreuve développait un certain sens du collectif et de la solidarité. Les enseignants en soutane n'en étaient pas moins des humains, aux caractères aussi divers et trempés que dans un lycée public, avec les « anciens et les modernes », les « joviaux et les sombres », les « ouverts et les fermés ». Beaucoup d'êtres hauts en couleur. À côté d'une série de rites étranges et déjà surannés, ces jeunes ont reçu un enseignement solide, transition, pour beaucoup, entre le milieu agricole et la vie urbaine.

J-J.M.

(Éditions Coop Breizh poche, 352 p., 10 €)

✦ Brest. Le lycée en baraques



Dans le Brest rasé de décembre 1944, la municipalité provisoire souhaita rouvrir le lycée dès octobre 1945, une manière de symbole de la renaissance souhaitée pour la ville. Très vite, une petite agglomération de baraquements fut érigée sur la place de l'Harteloire qui allait donner son nom à l'établissement.

En cette période de privations, quelques milliers de potaches y ont suivi un enseignement de qualité, dispensé par des professeurs qui ont marqué la vie brestoise et que le livre évoque avec bonheur. Tout comme le redoutable personnel de surveillance, dans cet établissement à la discipline de fer, qui allait forger les caractères.

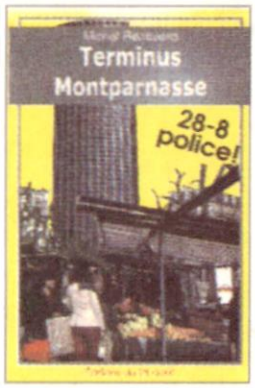
L'auteur, Albert Laot, ancien élève de 1948 à 1955, a su, en bon historien, nourrir sa recherche d'un travail sur les archives du lycée, celles de la ville de Brest et de nombreux documents privés. Plusieurs viennent enrichir cet ouvrage illustré. Le résultat n'intéressera pas que les « anciens de l'Harteul'»…

Ronan Leprohon

(Éditions Skol Vreizh, 112 p., 25 €.)

✦ Terminus Montparnasse

Michel Renouard



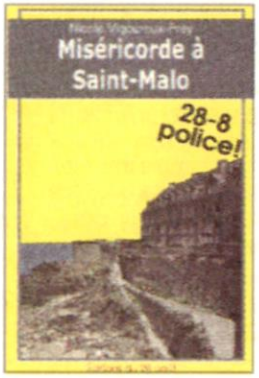
✦ Les Voix de Brest

Richard Deutsch



✦ Miséricorde à Saint-Malo

Nicole Vigouroux-Frey



Ces trois anciens enseignants de Rennes 2 font chacun paraître un ouvrage dans la collection « 28/8 police ! » dirigée par le premier cité. En dehors du fait d'être collègues, ils sont tous les trois anglophones et globe-trotters. Comme ils sont universitaires, ils ont de l'érudition et savent rédiger une bonne dissertation.

Le roman de Michel Renouard est « ferroviaire », non pas qu'il soit un roman de gare, mais, comme l'intrigue se déroule dans le milieu du chemin de fer, le livre vous fera passer un agréable moment dans le train pour Paris ou retour. Vous y rencontrerez un Breton malicieusement nommé Lostec, dont le chemin croisera celui de quelques Chinois et du noble de service.

L'ouvrage de Richard Deutsch est à l'autre bout de la ligne, à savoir Brest où l'auteur nous apprend d'emblée qu'il pleut énormément en citant Barbara qui elle, parlait de Nantes… On y croisera Maryvonne et Gwenn, chanteuses de la chorale des « Pennglaoued laouenn ar mor » (*evel just !*). Comme pour le livre précédent, nous ne pensons pas vexer les auteurs en disant que cela se lit avec plaisir, et nous pensons que ces universitaires n'ont en l'occurrence pas d'autre ambition que de nous distraire.

Miséricorde à Saint-Malo de Nicole Vigouroux-Frey nous conduit de Saint-Malo en Bulgarie sur les traces de Bérengère De La Varde (diantre !), « correspondante d'Interpol à Saint-Malo », dont on apprend qu'elle possède un corps d'athlète et deux dogues… Ce livre vaut surtout pour cette promenade en pays bulgare, bien décrit et agréable moyen de dépaysement.

Ces trois ouvrages constituent les énièmes rejetons de la filière des polars bretons. Qui sont, pour l'auteur de ces lignes, à prendre avec circonspection : y a-t-il une commune bretonne qui n'a pas encore son polar ? Il n'y a aucune méchanceté dans ces propos : simplement un avertissement au lecteur. Ce sont là des amuse-gueule plaisants, mais pour le plat de résistance préférez Chandler, Hammet, Manchette ou Jonquet…

Klaod Thomas

(Les Éditions du 28 août proposent ces livres d'environ 200 pages pour 7 €.)

Musiques de Celtie

BOYS OF THE LOUGH
Twenty



Hormis les Chieftains, peu de groupes de musique celtique ont eu une carrière aussi longue, puisque c'est en 1967 qu'apparaissent les Boys of the Lough. Formé à l'origine de musiciens écossais et irlandais, ils continuent près de quarante ans plus tard, en dépit de changements inévitables, à mettre en pratique cette formule.

Constitué de trois Écossais (Highlands, Northumberland et Shetland) et de deux musiciens originaires du Kerry et du Co. Fermanagh en Ulster, les Boys of the Lough ont joué de par le monde durant toutes ces années avec une soixantaine de tournées rien qu'aux USA. Les revoici en 2006 avec un nouvel album **Twenty**, leur vingtième opus.

Durant toutes ces années le groupe a su rester fidèle à sa ligne de conduite, à savoir un respect scrupuleux de la tradition permettant à l'auditeur une prise directe sur les racines de cette musique. Le présent album ne déroge pas à la règle, qui offre en treize morceaux la quintessence musicale de l'Écosse et de l'Irlande. Ainsi *jigs* et *reels* d'Ulster s'imbriquent au milieu de celles des Shetland, tandis que les deux Irlandais de la bande, Cathal McConnell et Brendan Begley, poussent la chansonnette, qui en anglais, qui en gaélique, au détour des délicieuses plages musicales.

Un album qui résonne comme une étape dans la longue carrière de ce groupe mythique.

(Lough Records 009CD
Distribution Keltia)

MICK McAULEY & WINIFRED HORAN – *Serenade*



Lorsque deux membres du groupe Solas s'associent, ça vous donne la **Sérénade** que voici, agréablement mise en musique par Winifred Horan et Mick McAuley.

De la première, je vous ai déjà causé lorsqu'elle publiait son premier album *Just One Wish*. Mick quant à lui a rejoint Solas en 1998 mais avait déjà joué avec Winifred lors de sessions new-yorkaises. Et lorsque les tournées de Solas leur en ont laissé le temps, ils ont concocté le délicieux album que je vous présente ici.

Douze morceaux dont trois chansons qui révèlent que non content d'être un musicien accompli – Mick joue de l'accordéon, de la flûte, du bodhrán, du piano et de la guitare –, il sait également chanter, notamment des reprises de standards tels *After The Gold Rush* de Neil Young.

Comme à l'habitude Winifred nous entraîne dans de longs solos de *fiddle*, tantôt trad, tantôt jazzy, dont elle seule a le secret. Plusieurs morceaux permettent d'apprécier le parfait unisson entre le *fiddle* et l'accordéon, *Jug of Punch* ou *The Ballygar Jigs Set* par exemple, sur lesquels les deux instruments semblent parfois ne faire qu'un.

Pour autant nos deux compères ne peuvent renier leurs racines « solasiennes » et leur musique n'est jamais très éloignée de celle du groupe. Une caractéristique pas si désagréable que cela après tout.

(Compass 7 4416 2
Distribution Keltia)

TRAD LADS
Are Here Again



Il y a quelque temps, je vous avais parlé de Ditte Fromseier Mortensen, jeune violoniste danoise. Eh bien voilà le petit frère Jonas qui, lui, joue du banjo au sein du groupe Trad Lads. C'est même la dernière recrue de ce groupe danois qui comprend deux Irlandais en son sein et joue de la musique… irlandaise. CQFD. Décidément le Danemark est à l'honneur ces temps-ci.

Formés en 90 autour du Dublinois Kevin Horan et de Martin O'Hare (de Belfast), par ailleurs membre du regretté Lá Lugh, et de trois Danois bon teint, Trad Lads nous sert, comme son nom l'indique, une musique irlandaise dans la plus pure tradition.

Are Here Again, leur second album, trouve son inspiration auprès des plus grands compositeurs de l'Île Verte, de James Morrisson à James Kelly ou encore la grande chanteuse Margaret Barry. *Jigs*, *reels* et *barndances* sont donc légion. Quelques morceaux (*The Jolly Dishwasher*, *The Big Secret*) sont même composés par Bjarne G. Schmidt et Peter G.Sørensen, deux Danois de la bande, dans le respect de la tradition irlandaise.

Comme quoi la musique traditionnelle irlandaise a su s'exporter et a encore de beaux jours devant elle.

(Radium FOLK 1-04
www.tradlads.dk)

PEREGRÍNO GRÍS
Confrontacion



Après le Danemark, l'Italie ou la Belgique dont quelques groupes ont déjà eu les honneurs de cette chronique, voici un pays pour le moins inattendu au royaume de la musique celtique. Je veux parler du Costa Rica et du groupe Peregrino Grís dont les quatre membres, Costaricains « pur beurre », sont tombés amoureux de la musique d'Irlande et d'Écosse voici plusieurs années.

C'est en 2001 que le groupe voit le jour, fondé par les frères Eduardo et Rodrigo Oviedo. Un an plus tard ils sont rejoints par Carlos Quesada et Randall Nájera et voilà le pèlerin gris sur les routes de la musique celtique.

Leur but : produire une musique originale influencée par l'Irlande, l'Écosse ou la Galice tout en conservant une approche particulière. L'étiquette qu'ils se donnent : de la musique celtique costaricaine.

Et c'est vrai que l'influence des pays celtiques est partout présente sur les deux albums qu'ils ont produits à ce jour, dont le second **Confrontacion** en 2005. Même si l'ensemble des morceaux est l'œuvre des frères Oviedo ou de Randall, l'inspiration et les instruments fleurent bon l'Écosse ou l'Irlande. La cornemuse y voisine avec la *gaïta*, le *uilleann pipes* avec le *bodhrán*, le *whistle* avec le *fiddle*. Une démarche originale. À découvrir.

(Autoproduit
www.peregrinogris.com)

Philippe Cousin

Selaouit

par Pierre Morvan

Prizioù

Des prix comme s'il en pleuvait. Ça a commencé en janvier avec le Grand Prix du Disque du Mag', *le magazine culture du* Télégramme, *qui a consacré* ***Les Retrouvailles****, le dernier Yann Tiersen. Les Prizioù de France 3 ont récompensé le double album des Kanerion Pleuigner, mais aussi les* ***Carnets de route*** *d'Ifig Troadec, Gwerzioù ha sonioù Bro-Dreger. Produit en Bretagne vient de distinguer* ***Sans sommeil*** *de Régis Huiban et aussi* ***Breudeur ar stered*** *du David Pasquet Group. Le prix Ar Seizh Avel a été attribué cette année à Marthe Vassalo, tandis que le prix Musiques du monde de l'académie Charles-Cros allait au duo Kemener-Ripoche pour l'album* ***An Dorn****, chroniqué ici même voilà quelques mois, comme la plupart de ces CD. Pour plus de détails, il vous suffit de reprendre votre collec'de* PB *!*

STARTIJENN



On savait déjà que la Bretagne ne manquait pas de ressources. Voici désormais la preuve que ce pays regorge de *startijenn*... Pour résumer, de la pêche, du tonus, du punch, de l'énergie, bref du dynamisme à revendre. Le groupe du même nom a été créé voici près de dix ans par des collégiens *Diwan* : autant dire que, tel Obélix, ses membres sont tombés dedans quand ils étaient petits. Et que, s'ils sont devenus grands, aucun n'est encore très vieux !

Aujourd'hui Startijenn a acquis une belle présence. Une prestance aussi. Les onze morceaux, tous instrumentaux, qui composent ce premier album attestent d'un réel travail, d'une vraie recherche dans les compositions et les arrangements. Youn Roue (bombarde), Tangi Ollio (guitare), Kaou Gwen (percussions), Konogan an Habask (biniou) et Tangi ar Gall-Carré (diatonique) ont apporté beaucoup de soin à la réalisation de ce CD et cela s'entend. Les airs à danser s'enchaînent pour le plus grand plaisir de nos ouïes et de nos guibolles et je me permettrai d'accorder une mention à cette superbe valse, ***Zapaj nokturn,*** mais aussi à la suite de Loudéac hypertonique qui termine l'album, ***Stef-Zone***. Excellent pour le moral.

(Asso Fa Kozh, Coop Breizh, fakozh01/1)

Jean BARON & Christian ANNEIX
Dañsoù c'hoari

Mais bien sûr, si les p'tits jeunots de Startijenn peuvent ainsi nous régaler, c'est aussi parce que de plus anciens ont su perpétuer la tradition jusqu'à aujourd'hui. Tels Jean Baron et Christian Anneix, sonneurs dont la réputation n'a d'égale que la prolificité. Leur nouveau disque explore un registre original, celui des ***dansoù c'hoari***, ces danses-jeux, qui, comme leur nom l'indique, apportaient une dimension ludique à la danse. Et, pour tout dire, facilitaient la drague, à une époque où cela ne s'appelait pas ainsi.



Parmi les plus connues, la ***Dañs ar podoù fer*** ou ***Changes tu***, qui voient ici Ifig Castel et Anaig Le Gorju intervenir au chant. Ou encore la ***Polka des bébés***, où chacun des danseurs réprimande (gentiment) son partenaire. Alors, au-delà du jeu évidemment talentueux des deux sonneurs, un CD aux vertus pédagogiques indéniables, grâce aussi à un livret très fouillé.

(Keltia Musique, KMCD 164)

LA MUSIQUE BRETONNE
Les groupes à danser, vol. 1



La Coop Breizh poursuit la publication de son anthologie, faite d'autant de superbes objets *collectors*. Après les bagadoù, après les chants de marins – deux volumes déjà parus – après la harpe celtique, voici donc, en deux CD rassemblés dans un magnifique livret relié cuir, les groupes de fest-noz, ceux-là mêmes qui, comme l'écrit Yann Goasdoué en guise de préface, ont tous contribué « à la vigueur des fêtes de la nuit » bretonnes.

Trente-six groupes sont ici réunis et il est en conséquence impossible de tous les citer. Signalons tout de même qu'aux côtés de groupes qui sévissent toujours sur nos scènes – pour notre plus grand bonheur – se retrouvent aussi quelques formations mythiques aujourd'hui disparues : Ar Re Yaouank, bien sûr, mais aussi – les plus anciens s'en souviennent – Satanazet, Dir ha Tan, Kanfarted Rostren, Kouerien Sant Yann, Tammles... ou encore La Mirlitantouille qui vient de se reformer. Que d'émotion !

(Coop Breizh, CD 966)

AUTOUR DE LA MER



Le chant de marin continue d'inspirer les créateurs. Ici l'idée de départ – le concept, comme on dit – est toute simple en apparence : revisiter la chanson de bord et la faire interpréter par quelques artistes plus ou moins connus ou reconnus, mais pas vraiment, hormis Bâbord Amures, spécialistes du genre : Armens ou Jaimie Mac Menemy mais aussi Clarisse Lavanant, Nolwenn (pas Leroy, l'autre), Morwenna, Claudia Davis ou, encore plus inattendu, Karim Kacel. À la manœuvre, c'est Yann Honoré (ex-Glaz) qui assure la direction musicale de l'entreprise. Quant au répertoire choisi, c'est du classique de chez classique : ***Le Grand Coureur***, ***Brave marin***, ***Fanny de Laninon*** ou ***Santy Anna***, mais il faut admettre que ***Jean-François de Nantes***, revue sur le mode mi-reggae-mi-bastringue par EV, ne manque pas de sel (marin, bien sûr). Ni la superbe ***Leave her***, chantée par Ffran May, d'émotion. À signaler un copieux livret, où Éric Basset nous livre l'origine des chansons. Souvent intéressant, à défaut d'être toujours convaincant.

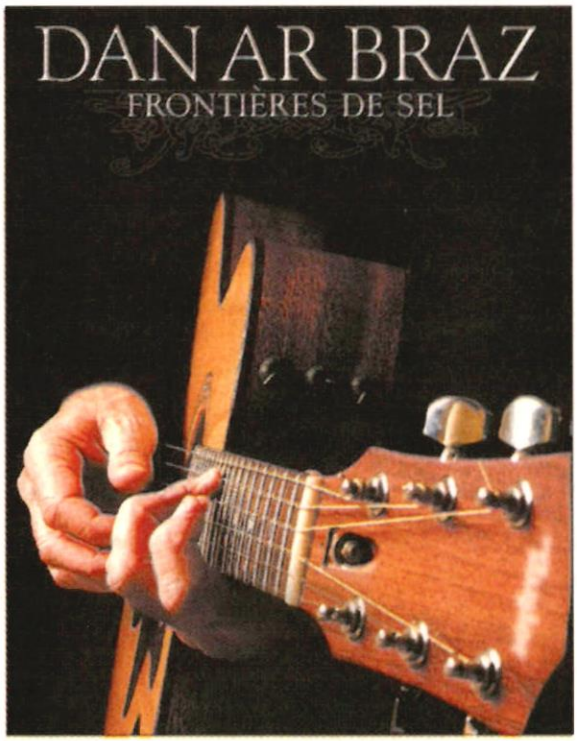
(Créon Musique CM 2049)

Dan Ar Braz : Frontières de sel

Coucou, le revoilou… Gravées dans toutes les mémoires, les images flamboyantes de ***L'Héritage des Celtes*** le sont désormais sur DVD, pour notre plus grand plaisir. Dan ar Braz, à la tête d'un orchestre inespéré, rassemblant quelques-uns (ou quelques-unes) des meilleur(e)s artistes, d'un côté et de l'autre de la Manche : Karen Matheson, Jacques Pellen, Gilles Servat, Ronan Le Bars, Donnal Lunny… sans oublier le bagad Kemper. Les « meilleurs moments » de l'événement, enregistrés au Zénith en 1999.

L'Héritage donc, mais pas que *L'Héritage*… Le DVD nous propose aussi une heure du concert enregistré au Festival de Cornouaille en juillet dernier. Dan s'y produisait en compagnie de six musiciens talentueux, pour une soirée d'excellente tenue.

Également au programme, le clip de ***Borders of Salt***, et deux autres moments forts : une interview exclusive réalisée par Ronan Manuel et ***Vers les Îles,*** un film de 52 minutes réalisé par Armelle Busq. On y (re) découvre un Dan ar Braz égal à lui-même, timide et chaleureux, sensible et profond, éminemment sympathique. On le suit jusqu'en Irlande ou en Écosse, pour une tranquille et superbe balade. On l'écoute retracer une carrière faite de hauts et de bas, depuis « l'aventure Stivell » jusqu'au « tsunami » de *L'Héritage* en passant par les « années d'exil », quand la musique bretonne se trouvait au creux de la mode. On l'entend évoquer les affres de la cinquantaine ou parler de ses influences, nombreuses, celtes ou anglo-saxonnes : Donovan, Polnareff, Nougaro, les Beatles…



Le DVD est accompagné d'un CD qui reprend quelques morceaux enregistrés en public, lors du concert de Quimper (juillet 2005) et quelques titres extraits de ***La Mémoire des volets blancs*** et de ***À toi et ceux***, les derniers albums de Dan ar Braz.

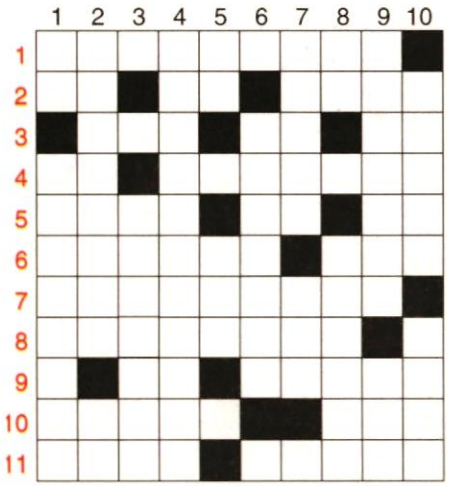
Après Alan Stivell et les Tri Yann, la collection Horizons celtiques (Pathé !) s'enrichit donc d'un nouveau volume, réalisé avec beaucoup de soin par Gérard Lefondeur et les éditions Solidor de Saint-Malo. Un bel objet, un vrai *collector* !

Pierre Morvan

(Pathé Distribution, 155 mn)

Mots croisés n° 189

(Toutes les réponses sont en français)



HORIZONTALEMENT : 1. Celle du CPE était particulièrement longue ! – 2. Note ; Facilement accusé ; Un mardi de Douarnenez fort connu – 3. Train subventionné par la Région Bretagne ; Dans Étel ; Caché – 4. Nombre ; Rejeté – 5. L'eau du poète ; Dans Rohan ; Lettres de Guingamp – 6. Maladie du blé ; Lombric – 7. Le CPE le permettait pendant deux ans ! – 8. Orner – 9. Homonyme bourguignon d'une cité bretonne légendaire ; Enregistrée – 10. Roi de France (888-898) ; Hors des limites – 11. Parfois nuageux en Bretagne ; Bretonne, elle rassemble bien des militants.

VERTICALEMENT : 1. Parti de Giscard d'Estaing ; Modérée – 2. Qui concerne une tunique de l'œil ; Note – 3. Sans retenue – 4. Bouteilles trop appréciées des Bretons – 5. Révolution ; Évangéliste – 6. Écorna – 7. La maison de l'Inuit ; Os – 8. On en trouve dans certaines rivières de Bretagne ; Cité bretonne célèbre pour son muscadet – 9. Portraitiste (1685-1766) ; Bernés – 10. Froide en cas de danger ; Interceltique à Lorient.

Ronan Pagan

SOLUTION DU N° 188

Horizontalement : 1. BOMBARDIER – 2. REDONNAISE – 3. CLÉ ; SN – 4. TI (Titane) ; ÉTÉSIEN – 5. ODET ; NEM – 6. NESS ; ARS – 7. NET ; NEMO (Roparz Hemon) – 8. INDEX ; UR – 9. NEMO ; PAULE – 10. TUÉES ; CRÉE – 11. ÉTEL ; ÉTIER.

Verticalement : 1. BRETONNANTE – 2. OE (Ouest, Est) ; IDÉE ; EÛT – 3. MDC (Mouvement des citoyens… de Chevènement !) ; ESTIMÉE – 4. BOLETS ; NOËL – 5. ANET – 6. RN (Route nationale) ; ÉN (Éducation nationale) ; NEP (Sigle de la nouvelle politique économique de Lénine en 1921) – 7. DANSE ; EXACT – 8. II ; IMAM ; URI – 9. ESSE ; EUES – 10. RENNES ; RÉER.

Festoù-noz

Le 6 mai

CORAY (29)
Salle des fêtes
Fest-noz avec Tud, Kantrerien,etc.

O

BLAIN (44)
au Local club à 20 h 30
Fest-noz débranché avec François Robin, Gégé, etc.
ENTREE GRATUITE
Organisation : Dastum 44

O

SAINT-SÉBASTIEN-SUR-LOIRE (44)
Salle de l'esccall à 21 h
Fest-noz avec Emsaverien, Baron-Anneix, etc.
Org. Groupement sportif de Saint-Sébastien football

●

Le 13 mai

NANTES (44)
Place du Bouffay à 19 h
Fest-noz de Gouel Erwan
ACCES GRATUIT
Org. Comité des Fêtes Nantes Atlantique

O

PORNIC (44)
Salle du Canal à 20h 30
Fest-noz de la Saint-Yves avec Duo Bertrand Plus, etc.
Organisation : Ville de Pornic

O

SAINT-NAZAIRE (44)
au Parc des expositions à 21 h 45
Fest-Noz de Gouel Erwan avec Plantec, Amice / Goudedranche
Org. Cercle celtique de Saint-Nazaire

●

Le 20 mai

QUIMPER (29)
au Pavillon
Fest-noz de Gouel Erwan
Org. BAS Penn-ar-Bed

●

Le 25 mai

PLOUNÉOUR-MENEZ (29)
fest noz du Tro menez Are : 7 €

O

RENNES (35)
Au Jardin moderne à 19 h
Fest-noz de Gouel Erwan avec le bagad Roazhon, Hiks, La Jaupitre, etc.
ENTREE GRATUITE
org. Skeudenn Bro Roazhon

●

Le 26 mai

QUIMPER (29)
au Pavillon
Fest-noz organisé par *Céline et Stéphane*

●

Le 27 mai

BANNALEC (29)
Salle polyvalente
Fest-noz avec Storvan
Org. Bagad Bannalec

O

CLISSON (44)
Fest-noz de Gouel Erwan
Avec Loened fall, Le Bot / Chevrollier, etc.
Org. Cercle celtique Olivier de Clisson

Théâtre en breton

10 mai - RENNES
Maison du Champ de mars
« Muntr e bro Vigouden »
par la troupe Barzhanoff

●

18 mai - NANTES
Salle des variétés Bonne-Garde
« Spered an tour tan » par Ar Vro Pagan. Pour enfants
« Fest ar pimorc'h »
par Ar Vro Pagan

●

19 mai - RENNES
Maison du Champ de mars
« Fest ar pimorc'h»
par Ar Vro Pagan

●

24 mai - RENNES
Maison de quartier de Villejean
« Brezhoneg o c'hoarzhin »
par la troupe Pik Achu



a zo o tuta stajidi bloavezh-skol 2006-2007

Bac + 3

Brezhoneg komzet ha skrivet Stummadur e KELENN e Kemper evit ar genstrivadeg

« Kelenner ar Skolioù DIWAN» (CRPE) pe an titladur Skolaer DIWAN

Evit kaout titouroù pellgomzit pe skrivit da :

DIWAN - BP 147
29411 LANDERNE cedex
Pgz: O2 98 21 34 95

ERRATA PB N° 507

- Dans la présentation du livre sur l'histoire du FLB-ARB, l'un des auteurs, Lionel Henry, a été appelé par erreur Noël Lainé. Qu'il veuille bien nous excuser.

- De plus, sous la rubrique Idées nous avons publié un article de Rivière en le prénommant Georges au lieu de Gérard. Ses camarades auront rectifié d'eux-mêmes.

FÊTE DE LA LANGUE BRETONNE

L'association Dazont ar yezh organise pour la 3e année consécutive la « Journée de la langue bretonne » les 3 et 4 juin 2006 à CARHAIX.

Cet événement incontournable entend promouvoir la langue bretonne sous toutes ses formes : édition, enseignement, musique et chant, théâtre, entreprises signataires de la charte « Ya d'ar brezhoneg ! »…

RENSEIGNEZ-VOUS :
DAZONT AR YEZH
02 98 99 18 93 -
devezharbrezhoneg@voila.fr

Ventes au numéro

Le Peuple breton peut vous fournir d'anciens numéros (tout en couleur).
Sont disponibles :
N° 500 Spécial environnement.
N° 501 L'avenir sans pétrole ?
N° 502 Spécial trains.
N° 503 Spécial culture bretonne.
N° 504 La mer en Bretagne.
N° 505 Chantiers de Saint-Nazaire.
N° 506 Budget de la région.
N° 507 Spécial agriculture.
Chaque numéro contre 3,50 € franco de port

A adresser en chèque au Peuple breton, 9 rue Pinot-Duclos 22000 Saint-Brieuc

Vos questions
Nos réponses

« Posez une question au journal : nous essaierons de vous répondre. Mais… ne soyez pas impatient, le nombre et la complexité des problèmes soulevés nous contraignent parfois à différer notre réponse. »

La rédaction du *Peuple breton*

Question 44

Tous les ans à Perros-Guirec (22) se déroule le « Festival des Hortensias » Depuis quand existe-t-il et qui en a été à l'origine ?

Réponse

Ce festival, qui se tient chaque année à la mi-août, a été fondé en 1984 par son actuel président, Hervé Sanquer, à l'époque à la tête du bagad *Sonerien kozh Bro-Dreger*, devenu depuis le bagad *Sonerien Bro-Dreger* de Perros-Guirec. Hervé Sanquer avait connu les célèbres *Beilhadegoù Treger* (Veillées du Trégor) qui jouèrent un grand rôle localement dans le renouveau culturel des années 60. Ces veillées ayant disparu, motivé par une envie certaine de redonner corps aux fêtes disparues, Hervé Sanquer, avec son bagad, lança ce Festival de l'Hortensia, du nom d'une fleur particulièrement présente dans la petite ville, dont elle est l'un des emblèmes.

Ce festival anime les jardins de la Capitainerie et les rues du centre ville. Il se caractérise par sa volonté de rester « de dimension humaine » (les festivaliers payants sont autour de 15 000). Si cette fête s'affiche au départ comme un festival traditionnel, elle est pour une tradition vivante, largement ouverte sur les musiques actuelles. On y trouve systématiquement une délégation étrangère.

Question 45

Nouveau logo herminé de la Région Bretagne, blason herminé traditionnel, champ d'hermines plain , on s'y perd : pouvez-vous nous montrer ce qu'étaient réellement les armoiries de la Bretagne au temps de son indépendance ou de son autonomie provinciale ?

Réponse

Cette réponse est simple et consiste à reproduire ici le véritable blason breton. Toutes les autres formes correspondent à des interprétations ou à des stylisations, souvent arbitraires.



LE PEUPLE BRETON/POBL VREIZH
Mensuel
Rédaction : BP 1 – 29850 GOUESNOU
Tél. 02.98.64.53.77
Fax 02.98.37.91.74
Directeur de la publication :
Robert Pédron
Rédacteur en chef :
Ronan Leprohon
Rédacteur-adjoint :
Jean-Jacques Monnier
Secrétaire de rédaction :
Jean-Claude Le Gouaille
Responsable calendrier :
Christian Pierre
Responsables de rubriques :
Herve ar Gall, Paol ar Meur, Alain Cedelle, Yann Fiévet, Iffig, Yves Jardin, Alain Kervern, Nono, Ronan Pagan
Correspondants :
Dans les Balkans : Jean-Arnault Dérens
En Catalogne : Philippe Liria
En Corse : Fabiana Giovannini
En Occitanie : Gérard Tautil
Critiques de disques :
Bretagne : Pierre Morvan
Celtie : Philippe Cousin
Pays basque : Alain Hervochon
Critiques de livres :
Jean-Jacques Monnier,
19 Penn ar Pave – 22300 Lannion
Livres en breton :
Herve Lannuzel
27 boulevard Laënnec – 35000 Rennes
Responsable publicité :
Ronan Leprohon, au journal
Editeur :
Presses populaires de Bretagne
CPAP : 0707 G 86914
Impression et routage :
Impram – 22140 Cavan
Abonnements, administration :
9 rue Pinot-Duclos – 22000 SAINT-BRIEUC
Tél/Fax : 02.96.61.54.11
Dépôt légal : 2e trimestre 2006.

PEUPLE BRETON ADMINISTRATION

À notre local de Saint-Brieuc, Nadine assure le secrétariat du **Peuple breton** les lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 30.

Si vous avez besoin de précisions concernant les abonnements ou la vente en kiosque, envie de renseignements divers, n'hésitez pas à appeler au **02.96.61.54.11.**

Jeu du mois de mai



Dix CD des musiques de Celtie !

Ce mois-ci le *PB* propose 10 CD de musiques et musiciens de Celtie, tous déjà présentés dans nos colonnes, de Sharon Shannon à Karen Matheson. L'attribution des CD se fera, comme pour les gagnants, au tirage au sort. Vous pourrez ainsi recevoir un chef d'œuvre ou, au pire, une agréable découverte…

Comme d'habitude pour participer gratuitement à notre tirage au sort, il suffit de nous adresser sur papier libre vos nom, **prénom** (obligatoire) et adresse.

Attention ! La date limite de **réception** de vos participations (une seule par personne) est fixée au 24 mai inclus. Une seule adresse à utiliser : ***Le Peuple breton*, BP 1, 29850 Gouesnou.** Nous publierons les prénoms des dix gagnants dans notre prochain numéro. Bonne chance !

Résultats du jeu du PB d'avril

Voici la liste des cinq gagnants du jeu du mois dernier.

Les trois premiers au tirage au sort gagnent le DVD de Carlos Núñez. Ce sont : Maryvonne, de Lannion (22) ; Dominique, des Pont-de-Claix (38) et Wilhem, de Munich (Allemagne). Les deux suivants gagnent le CD du même Carlos Núñez. Ce sont : Hubert, de Quiberon (56) et Guy, de Fontenay-sous-Bois (94).

Nos félicitations à ces gagnants qui recevront leur lot par voie postale. Un certain délai est parfois nécessaire à cet acheminement : ne perdez pas trop vite patience ; vous recevrez bien le lot annoncé.

Recevez Le Peuple breton chaque mois

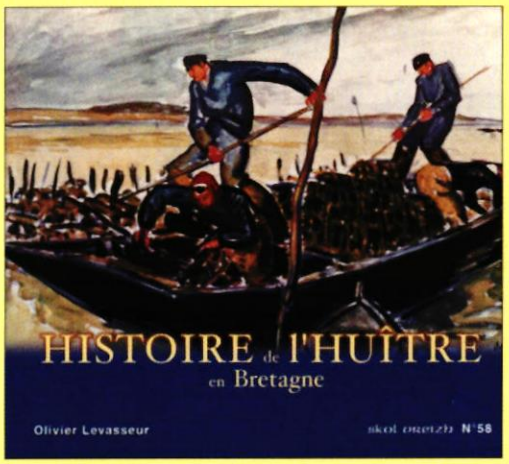
Nom et prénom .....

Adresse .....

11 numéros par an (dont deux spéciaux) : 35 €
Tarif de soutien : plus de 40 €
Étranger : Tarifs sur demande
Chômeurs, étudiants : 50 % de réduction

Ci-joint le règlement par chèque à l'ordre du Peuple breton

Administration : 9 rue Pinot-Duclos, 22000 SAINT-BRIEUC



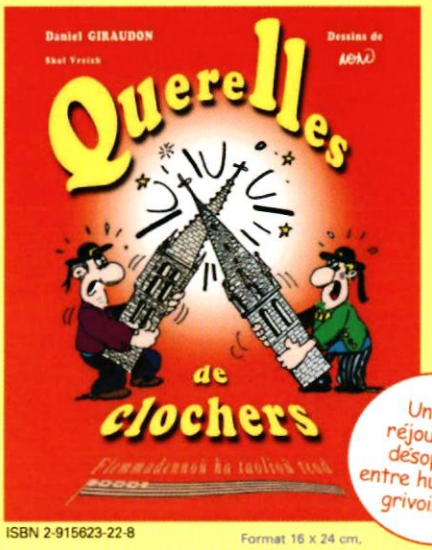
ISBN 2-915623-21-X

Format 20 x 22 cm, à l'italienne, couverture à rabats, 84 pages, relié, imp. noir et quadrichromie, cartes et documents.

12 €

Un travail très documenté : les origines, les traditions de pêche, les premières découvertes, la recherche, l'industrie, les crises..., c'est la première histoire de l'huître en Bretagne, par Olivier Levasseur.

La première histoire de l'huître en Bretagne



ISBN 2-915623-22-8

Format 16 x 24 cm, 224 pages, relié, imp. noir, dessins de Nono.

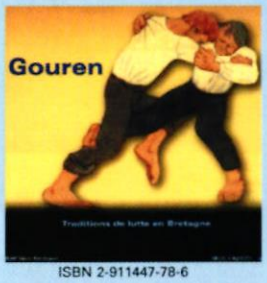
19 €

Daniel Giraudon* nous propose plusieurs milliers d'expressions imagées, brocards, sobriquets, dictons témoignant de l'esprit de clocher des Bretons.

Sa collecte en breton, gallo ou français, s'étend à toute la Bretagne y compris la Loire-Atlantique *(evel just)* !

*Daniel Giraudon est professeur à l'Université de Bretagne Occidentale et chercheur au Centre de Recherche Bretonne et Celtique.

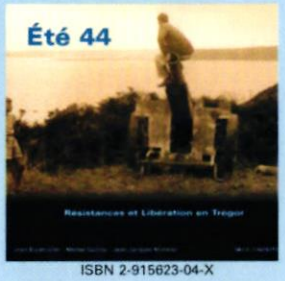
Abonnez-vous à la collection bleue !



ISBN 2-911447-78-6



ISBN 2-915623-12-0

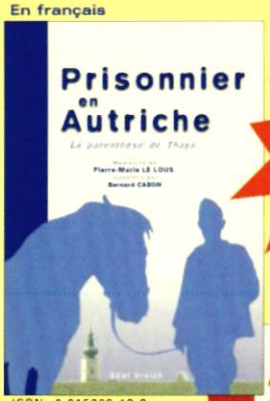


ISBN 2-915623-04-X

La Collection Bleue
Histoire, littérature, traditions populaires...,
84 pages de textes, cartes et documents.
• 4 numéros - 40 €
• 8 numéros - 72 €

Skol Vreizh
ÉDITIONS EMBANNADURIOÙ
MORLAIX / MONTROULEZ

En français



ISBN 2-915623-19-8

ou

60 ans après, un prisonnier témoigne : malgré la guerre des hommes ont fraternisé

Prisonnier en Autriche
La Parenthèse de Thaya

Pierre-Marie Le Lous raconte à ***Bernard Cabon*** la vie *entre parenthèses* d'un prisonnier de guerre, au centre du grand Reich, dans un petit village de Basse-Autriche.

15 X 21 cm, 192 p., livre relié, imp. noir, photos. **20 €**

An amzer laeret
Eñvorennoù ur Breizhad prisonier en Aotrich

Kontet e brezhoneg gant ***Pier-Mari Louz***, lakaet war baper gant ***Bernard Kabon***.

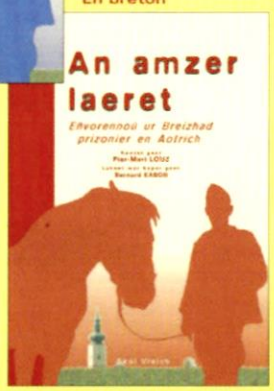
Laeret eo bet pemp bloaveziad-amzer digant Per-Mari Lous pa oa bet prisoniet en ur geriadenn vihan eus an Aotrich.

5X21 sm, 172 paj., levr keinet, moul. e du, poltredoù. **20 €**

LA MANUFACTURE AR MANU
41, quai de Léon - 29600 MORLAIX
41, kae Leon - 29600 MONTROULEZ
Tél. : 02 98 62 17 20
Fax : 02 98 62 02 38

Consultez notre catalogue en ligne : www.skolvreizh.com

En breton



ISBN 2-915623-20-1

Kan an toudig glas

Jean-Claude LE RUYET

barzhonegoù - poèmes

Tressadennoù gant / *Dessins de* ***Maelenn***

\+ ***CD AUDIO*** - paroles J-C. Le Ruyet, musique : Pascal Lamour

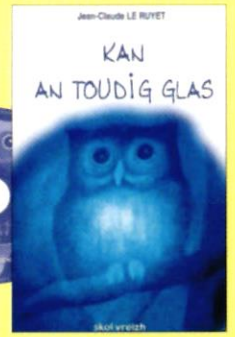
12 x 18,5 sm, 176 pajenn, levr keinet, moul. e du.

ISBN 2-915623-09-0

15 €

81 barzhoneg ewid ar vugale vihan (ha re vrassoc'h iwe). Peadra da c'hoari gant ar gerioù, gant ar yezh vrezhoneg. Ur CD gant sonerezh a ya assamblez gant al levr. Ur geriaoueg ha kuzulioù distagadur a sikouro ar re a zesk brezhoneg.

81 poèmes modernes en breton, inspirés par la nature, pour les enfants, et les plus grands. Un lexique et des conseils de prononciation sont proposés en fin d'ouvrage. Idéal pour l'apprenant !



CARHAIX GOLF

Vallée de l'Hyères

Traoñienn ar Stêr-Iêr

Le golf

Carhaix Golf convient à tous les golfeurs. Aux débutants, il propose une approche pédagogique et ludique du golf, avec un terrain de découverte pour tous les âges et le prêt de l'équipement. Quant aux golfeurs expérimentés, ils profiteront du parcours 6 trous pour exprimer leur talent.



Ar golf

Golf Karaez a zere ouzh an holl c'holferien. D'an deraouidi e vez kinniget tostaat d'ar golf gant doareoù pedagogel ha dre ar c'hoari, war un dachenn dizoleiñ mat evit an dud a bep oad ha gant dafar a vez prestet dezho. Ar c'holferien arroutet, int, a denno o mad eus an hentad 6 toull evit ezteuler o barregezh.

Un espace de loisirs

Situé dans la magnifique vallée de l'Hyères, Carhaix Golf est au cœur d'une zone de loisirs de plein-air où se côtoient des circuits de randonnée, un parcours d'orientation, un accès pour le canoë-kayak, un centre équestre et un parcours acrobatique dans les arbres : l'accrobranche.

Un takad dudi

E traoñienn hollgaer ar Stêr-Iêr emañ Golf Karaez, e kalon un takad dudi dindan an amzer, ma'z eus troiadoù-bale, un hentad reteriñ, un diazlec'h kanoe-kaiak, ur greizenn varc'hegezh hag un hentad troioù-ouesk er gwez : krapvrankañ.

practice
putting green
parcours compact 6 trous

Pleustriñ golf
Glazenn bleustriñ
Hentad berr 6 toull

Hent Kernigez – Karaez-Plougêr
02 98 93 79 19 / www.carhaixgolf.com